

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1571

1^{er} juin 2016

SOMMAIRE

Arizona Investments S.A.	75408	HPS Specialty Loan Repo Lux S.à r.l.	75369
DIE BRILLE Hörzentrum Sàrl	75402	HPS Specialty Loan Repo Lux S.à r.l. II	75363
Euroconsumers S.A.	75371	H.T. Layer Europe	75367
Faivinvest Luxembourg S.à r.l.	75366	Intergem Holding S.C.	75363
François 1er S.à r.l.	75381	JP Commercial 16 S.à r.l.	75363
Gaj Invest SA	75366	Magni S.à r.l.	75364
Guardian Brazil Investments S.à r.l.	75367	M.C.C. S.A.	75364
Hakea Capital S.A.	75365	Melvic Group S.A.	75364
Hermes Asset Weston S.à.r.l.	75367	Metelco S.A.	75405
Heron Nointel S.A.	75371	M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A.	75364
Hexagonal S. à r.l.	75365	Monceau Fleurs UK Partners S.A.	75408
Highbridge Mezzanine Partners Onshore Lux S.à r.l.	75362	Monceau Fleurs UK Partners S.A.	75408
Highbridge Specialty Loan Fund Lux S.à r.l.	75362	Nexeo Solutions Luxembourg Holding Co. S.à r.l.	75369
Highbridge Specialty Loan Institutional Fund Lux S.à r.l. II	75368	Nordic Cecilia Four S.à r.l.	75369
Highstreet V PropCo IV S.à r.l.	75365	Nordic Cecilia Three S.à r.l.	75370
Hôtel Europe S.à r.l.	75371	Pine River Fixed Income Lux Holdings S.à r.l.	75370
Hps Recs Lux Sàrl	75366	Sixth Millennium Management S.à r.l.	75372
HPS Recs Lux Sàrl II	75368	Verveine Holdings SC	75406

Highbridge Mezzanine Partners Onshore Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 140.128.

L'Associé Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Démission de Robert Jan Schol, de son poste de gérant B avec effet au 17 mars 2016;;
- Démission de Jan Lubawinski, de son poste de gérant B avec effet au 17 mars 2016;
- Nomination de Maximilien Dambax, né le 2 février 1981, à Tarbes, France, ayant pour adresse professionnelle le 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 18 mars 2016 et pour une période Indéterminée.
- Nomination de Guillaume Sadler, né le 24 juin 1982, à Sarreguemines, France, ayant pour adresse professionnelle le 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 18 Mars 2016 et pour une période indéterminée.

En date du 17 mars 2016, le Conseil de Gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg, au 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Highbridge Mezzanine Partners Onshore Lux S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2016083597/25.

(160050579) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Highbridge Specialty Loan Fund Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 180.607.

L'Associé Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Démission de Robert Jan Schol, de son poste de gérant B avec effet au 17 mars 2016;
- Démission de Jan Lubawinski, de son poste de gérant B avec effet au 17 mars 2016;
- Nomination de Maximilien Dambax, né le 2 février 1981, à Tarbes, France, ayant pour adresse professionnelle le 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 18 mars 2016 et pour une période indéterminée.
- Nomination de Guillaume Sadler, né le 24 juin 1982, à Sarreguemines, France, ayant pour adresse professionnelle le 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 18 Mars 2016 et pour une période indéterminée.

En date du 17 mars 2016, le Conseil de Gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg, au - 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Highbridge Specialty Loan Fund Lux S.à r.l.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2016083598/25.

(160050778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

HPS Specialty Loan Repo Lux S.à r.l. II, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 200.779.

L'Associé Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Démission de Robert Jan Schol, de son poste de gérant B avec effet au 17 mars 2016;
- Démission de Jan Lubawinski, de son poste de gérant B avec effet au 17 mars 2016;
- Nomination de Maximilien Dambax, né le 2 février 1981, à Tarbes, France, ayant pour adresse professionnelle le 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 18 mars 2016 et pour une période indéterminée.
- Nomination de Guillaume Sadler, né le 24 juin 1982, à Sarreguemines, France, ayant pour adresse professionnelle le 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 18 Mars 2016 et pour une période indéterminée.

En date du 17 mars 2016, le Conseil de Gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg, au 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HPS Specialty Loan Repo Lux S.à r.l. II
Manacor (Luxembourg) S.A.
Signatures
Mandataire

Référence de publication: 2016083618/25.

(160050499) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Intergem Holding S.C., Société Civile.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 7, rue Guillaume J. Kroll.

R.C.S. Luxembourg E 5.700.

EXTRAIT

DATA GRAPHIC S.A., associée de la société INTERGEM HOLDING S.C. informe le registre que son siège social a été transféré du 8, rue Heinrich Heine, L-1720 Luxembourg au 128, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg et qu'elle a changé sa dénomination sociale en «RESIDENCE 4 U» avec effet au 03/02/2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2016083650/13.

(160050596) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

JP Commercial 16 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1631 Luxembourg, 35, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 167.089.

Nach ihrer Adressänderung, befindet sich der Sitz der Jargonnant Partners S.à r.l., Teilhaberin der Gesellschaft, nunmehr in der 35, rue Glesener, L-1631 Luxembourg.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, den 22. März 2016.

JP Commercial 16 S.à r.l.
Diane Wolf

Référence de publication: 2016083662/14.

(160050740) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

M.C.C. S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 84.670.

Le 10 Mars 2016, la société Administration Technique et Travaux Comptables S.A., en abrégé ATTC S.A., RCS numéro B16.441, a décidé de dénoncer le siège social avec effet immédiat, de la société M.C.C. SA. RCS numéro B 84670 établie et ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri.

ATTC S.A.

Signature

Référence de publication: 2016083705/11.

(160050566) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

M.M. Warburg & CO Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1413 Luxembourg, 2, place François-Joseph Dargent.

R.C.S. Luxembourg B 10.700.

*Auszug aus der ordentlichen Generalversammlung vom 11.03.2016:**Siebter Beschluss*

Die Generalversammlung bestellt bis zum Ablauf der ordentlichen Generalversammlung im März 2018, die über den Abschluss per 31.12.2017 befindet, folgende Mitglieder des Aufsichtsrats:

- Herrn Joachim Olearius, Sprecher der Partner der M.M.Warburg & CO (AG & Co.) KGaA, geboren am 20.04.1971 in Wollenbüttel

- Herrn Dr. Peter Rentrop-Schmid, Partner der M.M.Warburg & CO (AG & Co.) KGaA, geboren am 06.01.1969 in Stadlhagen.

- Herrn Dirk Schulze, Vorstand der Warburg Invest Luxembourg S.A., geboren am 23.09.1969 in Bremen

- Herrn Dr. Julien Alex, Botschafter a.D., geboren am 18.07.1939 in Luxemburg

Luxembourg, den 16. März 2016.

M.M.Warburg & CO Luxembourg S.A.

Référence de publication: 2016083706/19.

(160050640) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Magni S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 176.869.

Par la présente, je vous informe que je démissionne de ma fonction de gérant A de la société Magni S.à r.l., immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B176869 et ayant son siège social au 15, rue Edward Steichen, L-2540 Luxembourg, avec effet immédiat.

Le 22 mars 2016.

Freddy de Petter.

Référence de publication: 2016083709/11.

(160050209) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Melvic Group S.A., Société Anonyme.

R.C.S. Luxembourg B 100.833.

Il résulte d'une lettre recommandée envoyée en date du 22 mars 2016 à l'administrateur unique de la société que MGI Groupe Fiduciaire Luxembourg SARL avec siège social au 681, rue de Neudorf L-2220 Luxembourg, domiciliataire de la société anonyme, Melvic Group S.A. immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B100833 en a dénoncé le siège social avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016083730/11.

(160050657) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Hakea Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 7, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 188.895.

—
Extrait des délibérations de l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement en date du 29 février 2016

Après délibération, l'Assemblée, à l'unanimité, a décidé:

1. D'accepter la démission de DATA GRAPHIC S.A. de ses fonctions de Commissaire aux comptes.
2. De nommer à la fonction de Commissaire aux comptes de la Société, Monsieur Nicolas GODFREY, né à Courtrai (Belgique) le 27/01/1984 et résidant au 4C Fleeschgaass, 6665 Herborn (Luxembourg) jusqu'à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires qui se tiendra en l'année 2022.
3. Alain NOULLET administrateur de la Société, est désormais domiciliés au 7, Rue Guillaume J. Kroll, L-1882 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2016083606/17.

(160050606) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Hexagonal S. à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.175.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 151.466.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire de l'Associé en date du 22 mars 2016

- Acceptation de la démission, avec effet au 31 décembre 2015, de Monsieur Jean Lambert, gérant de la société.
- Acceptation de la nomination avec effet immédiat de la société Regere Mgt. Services S.A., dont le siège social est situé au 19, rue Eugène Ruppert à L-2453 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 125133, gérant de la société pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Le Mandataire

Référence de publication: 2016083609/15.

(160050541) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Highstreet V PropCo IV S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 201.760.

—
EXTRAIT

Il résulte d'un acte de cession sous seing privé signé en date du 21 mars 2016 que HIGHSTREET V HoldCo S.à r.l., une société à responsabilité limitée, avec siège social à L-2163 Luxembourg, 35, Avenue Monterey, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 201.455, a cédé 12.500 parts sociales de la Société à Corestate Capital Holding S.A., une société anonyme, avec siège social à L-2163 Luxembourg, 35, Avenue Monterey, immatriculée auprès du registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 199.780.

Partant, Corestate Capital Holding S.A. est le détenteur unique des 12.500 parts sociales de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2016083613/17.

(160050558) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Hps Recs Lux Sarl, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 188.288.

Il est à noter les décisions prises par les Associés de la Société comme suit:

- Démission de Jan Lubawinski, de son poste de gérant B avec effet au 17 mars 2016;
- Nomination de Maximilien Dambax, né le 2 février 1981, à Tarbes, France, ayant pour adresse professionnelle le 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 18 mars 2016 et pour une période indéterminée.

En date du 17 mars 2016, le Conseil de Gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg, au 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HPS RECS Lux S.à.r.l.
Manacor (Luxembourg) S.A.
Signatures
Mandataire

Référence de publication: 2016083615/21.

(160050501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Gaj Invest SA, Société Anonyme.

Siège social: L-3510 Dudelange, 10, rue de la Libération.
R.C.S. Luxembourg B 137.269.

Extrait du procès-verbal du 20/01/2015 à 10 h

Dépôt à rectifier: numéro de dépôt L150019436 du 30/01/2015

Selon le procès-verbal des résolutions prises par l'administrateur unique de la société GAJ INVEST S.A en date du 20/01/2015, il a été décidé le point suivant:

1. Décision de nommer comme dépositaire en vertu de l'article premier de la loi du 28 Juillet 2014, relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification, la Fiduciaire GL SARL, inscrite au registre de Commerce Luxembourg sous le numéro B 123 133, avec siège social au 10 Rue de la Libération L-3510 DUDELANGE.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus par leur nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont tous signé la présente minute

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Dudelange, le 20/01/2015.
Mr Jean GREFF
Administrateur Unique

Référence de publication: 2016083565/21.

(160050420) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Faivinvest Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 41, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 170.777.

EXTRAIT

Il résulte des résolutions du Conseil de Gérance du 06 novembre 2015 que:

- La décision de transférer le siège social de la société du 8, Place Winston Churchill L-1340 Luxembourg au 41, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg a été prise avec effet au 1^{er} janvier 2016;
- M. Jérôme DEMIMUID, demeurant professionnellement au 41, Boulevard Royal L-2449 Luxembourg, dispose à compter du 6 Novembre 2015 de tous pouvoirs pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformes à l'objet social de la Société dans le cadre de délégué à la gestion journalière de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour FAIVINVEST Luxembourg S.à r.l.

Référence de publication: 2016083532/16.

(160050663) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Guardian Brazil Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 5.381.413,20.

Siège social: L-8070 Bertrange, 19, rue du Puits Romain.

R.C.S. Luxembourg B 55.934.

Il résulte d'un acte d'augmentation de capital de la société Guardian Glass Brazil Holding S.L., une société de droit espagnol, ayant son siège social au E-01400 Llodio/Alava, 36, C. José Matia, en date du 4 août 2015 que Guardian Glass Bspana Central Vidriera, S.L., une société de droit espagnol, ayant son siège social au E-01400 Llodio/Alava, 36, C. José Matia, a apporté 26.241 actions de la Société à Guardian Glass Brazil Holding S.L.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 17 mars 2016.

Pour Guardian Brazil Investments S.à r.l.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2016083564/17.

(160050573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

H.T. Layer Europe, Société Anonyme.

Capital social: EUR 50.000,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 183.217.

EXTRAIT

Il résulte du procès verbal de la réunion du Conseil d'Administration du 27 janvier 2016 que:

- Le siège social est transféré du 8, Avenue de la Faïencerie, L-1510 Luxembourg au 2, Boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg;

Luxembourg, le 23 mars 2016.

Pour extrait conforme

Signature

Référence de publication: 2016083588/15.

(160050884) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Hermes Asset Weston S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 11.000,00.

Siège social: L-1536 Luxembourg, 2, rue du Fossé.

R.C.S. Luxembourg B 195.086.

Il résulte de l'assemblée générale ordinaire des associés, tenue en date du 29 février 2016 que:

- la démission de Monsieur Richard Spencer et Madame Yvanna Essomba en tant que gérants de la Société est acceptée avec effet au 29 Février 2016;

- Alexis de Montpellier d'Annevoie, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, est nommé gérant de la Société avec effet au 29 février 2016 et ce pour une durée indéterminée;

- Eloïse N'Takpé, ayant son adresse professionnelle au 2, rue du Fossé, L-1536 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, est nommé gérant de la Société avec effet au 29 février 2016 et ce pour une durée indéterminée;

- Stephen Leung, ayant son adresse professionnelle au 15 Finsbury Circus, 6^{ème} étage, EC2M 7EB Londres, Royaume-Uni, est nommé gérant de la Société avec effet au 29 février 2016 et ce pour une durée indéterminée;

- Iliya Blazic, ayant son adresse professionnelle au 15 Finsbury Circus, 6^{ème} étage, EC2M 7EB Londres, Royaume-Uni, est nommé gérant de la Société avec effet au 29 février 2016 et ce pour une durée indéterminée.

Le Conseil de Gérance sera, à partir du 29 février 2016, composé comme suit:

- GS Lux Management Services S.à r.l. Gérant

- Marielle STIJGER, Gérant

- Alexis DE MONTPELLIER D'ANNEVOIE, Gérant
- Eloïse N'TAKPE, Gérant
- Stephen LEUNG, Gérant
- Iliya BLAZIC, Gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016083592/27.

(160050755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Highbridge Specialty Loan Institutional Fund Lux S.à r.l. II, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 180.605.

L'Associé Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Démission de Robert Jan Schol, de son poste de gérant B avec effet au 17 mars 2016;
- Démission de Jan Lubawinski, de son poste de gérant B avec effet au 17 mars 2016;
- Nomination de Maximilien Dambax, né le 2 février 1981, à Tarbes, France, ayant pour adresse professionnelle le 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 18 mars 2016 et pour une période indéterminée.
- Nomination de Guillaume Sadler, né le 24 juin 1982, à Sarreguemines, France, ayant pour adresse professionnelle le 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 18 Mars 2016 et pour une période indéterminée.

En date du 17 mars 2016, le Conseil de Gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg, au 37A, Avenue J.F. Kermedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Highbridge Specialty Loan Institutional Fund Lux S.à r.l. II
Manacor (Luxembourg) S.A.
Signature
Mandataire

Référence de publication: 2016083599/25.

(160050775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

HPS Recs Lux Sàrl II, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 37A, avenue J.F.Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 188.340.

L'Associé Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Démission de Robert Jan Schol, de son poste de gérant B avec effet au 17 mars 2016;
- Démission de Jan Lubawinski, de son poste de gérant B avec effet au 17 mars 2016;
- Nomination de Maximilien Dambax, né le 2 février 1981, à Tarbes, France, ayant pour adresse professionnelle le 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 18 mars 2016 et pour une période indéterminée.
- Nomination de Guillaume Sadler, né le 24 juin 1982, à Sarreguemines, France, ayant pour adresse professionnelle le 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 18 Mars 2016 et pour une période indéterminée.

En date du 17 mars 2016, le Conseil de Gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg, au 37A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

HPS RECS Lux Sàrl II
Manacor (Luxembourg) S.A.
Signatures
Mandataire

Référence de publication: 2016083616/25.

(160050502) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

HPS Specialty Loan Repo Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 200.633.

L'Associé Unique de la Société a pris les décisions suivantes:

- Démission de Robert Jan Schol, de son poste de gérant B avec effet au 17 mars 2016;
- Démission de Jan Lubawinski, de son poste de gérant B avec effet au 17 mars 2016;
- Nomination de Maximilien Dambax, né le 2 février 1981, à Tarbes, France, ayant pour adresse professionnelle le 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 18 mars 2016 et pour une période indéterminée.
- Nomination de Guillaume Sadler, né le 24 juin 1982, à Sarreguemines, France, ayant pour adresse professionnelle le 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Luxembourg, au poste de gérant B avec effet au 18 Mars 2016 et pour une période indéterminée.

En date du 17 mars 2016, le Conseil de Gérance a décidé de transférer le siège social de la Société du 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Luxembourg, au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, Luxembourg avec effet immédiat.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Highbridge Specialty Loan Repo Lux S.à r.l.
Manacor (Luxembourg) S.A.
Mandataire

Référence de publication: 2016083617/24.

(160050796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Nexeo Solutions Luxembourg Holding Co. S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6D, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 154.695.

En date du 18 mars 2016, l'associé unique a pris acte des décisions suivantes:

- Démission de Amy Walker de son poste de gérante de classe A avec effet au 18 mars 2016;
- Election de Cédric Bradfer, né le 2 août 1978 à Chambéry, France, et résidant professionnellement au 6D, route de Trèves L-2633 Senningerberg, Luxembourg, au poste de gérant de classe A avec effet au 18 mars 2016 et pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016083747/13.

(160050332) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Nordic Cecilia Four S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: SEK 268.500,00.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 152.173.

EXTRAIT

Il est à noter qu'en date du 5 février 2016, Nordic Cecilia Four Limited a apporté à Cidron Outdoor VII S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 204757 ("Cidron VII") l'intégralité des parts sociales qu'il détenait dans la Société.

En conséquence de ce transfert, Cidron VII est devenu l'associé unique de la Société et détient l'intégralité des parts sociales composant son capital social.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mars 2016.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2016083750/19.

(160050873) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Nordic Cecilia Three S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: SEK 233.073,00.

Siège social: L-1748 Findel, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 143.409.

—
EXTRAIT

Il est à noter qu'en date du 5 février 2016, Nordic Cecilia Three Limited a apporté à Cidron Outdoor VI S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 7, rue Lou Hemmer, L-1748 Luxembourg-Findel, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 204730 ("Cidron VI") l'intégralité des parts sociales qu'il détenait dans la Société.

En conséquence de ce transfert, Cidron VI est devenu l'associé unique de la Société et détient l'intégralité des parts sociales composant son capital social.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mars 2016.

Pour la Société

Un mandataire

Référence de publication: 2016083751/19.

(160050875) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Pine River Fixed Income Lux Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 66.000,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 42-44, avenue de la Gare.

R.C.S. Luxembourg B 185.627.

—
Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 17 mars 2016

En date du 17 mars 2016, l'associé unique de la Société a pris les résolutions suivantes:

- d'accepter la démission de Monsieur Jeffrey Allan STOLT de son mandat de gérant A de la Société avec effet au 17 mars 2016;

- de nommer Monsieur Nick NUSBAUM, né le 2 mars 1973 à Lancaster, Pennsylvanie, États-Unis d'Amérique, ayant comme adresse professionnelle la suivante: 601, Carlson Parkway, 7th Floor, 55308 Minnetonka, Minnesota, États-Unis d'Amérique, en tant que nouveau gérant A de la Société avec effet immédiat et ce pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est désormais composé comme suit:

- Monsieur Nick NUSBAUM, gérant A
- Madame Anne-Sophie DAVREUX, gérant B
- Madame Michelle MCADAMS-ORIGER, gérant B
- Monsieur Ronan CARROLL, gérant B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 mars 2016.

Pine River Fixed Income Lux Holdings S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2016083789/24.

(160050626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mars 2016.

Euroconsumers S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1651 Luxembourg, 13B, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 33.096.

Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Spéciale de EUROCONSUMERS S.A. tenue le 23 janvier 2016 au siège social

Il a été décidé ce qui suit:

- L'Assemblée Générale décide à l'unanimité de nommer Monsieur Ivo Mechels, né le 14 mai 1960 à Deurne (Belgique) et domicilié Verbrandelei 22 à 2160 Wommelgem (Belgique) en qualité d'administrateur.

Son mandat expirera à l'issue de l'Assemblée Générale appelée à statuer sur les comptes de l'année 2016.

Pour extrait certifié conforme

Signature

Mandataire

Référence de publication: 2016084155/16.

(160051613) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2016.

Heron Nointel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 148.010.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal du Conseil d'Administration de la société tenu en date du 16 mars 2016 que Monsieur Jean-Marc FABER, né le 7 avril 1966 à Luxembourg, avec adresse professionnelle au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg, a été nommé Président du Conseil d'Administration.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2016084219/13.

(160051161) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2016.

Hôtel Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-8308 Capellen, 75, Parc d'Activités.

R.C.S. Luxembourg B 166.352.

—
EXTRAIT

En vertu d'un contrat de cession de parts sociales en date du 11 Mars 2016, l'associé unique de la Société, CH Group P&S Inc., une société incorporée sous le droit des Iles Vierges Britanniques (BVI) et ayant son siège social au 24, De Castro Street, Wickhams Cay 1, Bâtiment Akara Building, BVI - Road Town, Tortola, British Virgin Islands, et enregistrée au «registry of Corporate Affairs» sous le numéro 663010, a cédé l'intégralité des parts sociales qu'il détient dans la Société comme suit:

- 125 parts sociales sont transférées à The Prosper 777 Trust Settlement, i.e. un Trust établi en vigueur des lois de Chypre, numéro ID 1099 et représenté par A.M.K. Trustee Services Limited et Madame Marina Timmers en leur qualité de «Trustees».

En conséquence de cette cession de parts sociales, The Prosper 777 Trust Settlement détient désormais 125 parts sociales de la Société et The Prosper 777 Trust Settlement précitée, devient l'associé unique de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Sabrina Vanherck

Le Mandataire

Référence de publication: 2016084221/22.

(160051171) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 mars 2016.

Sixth Millennium Management S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 2, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 204.485.

—
STATUTES

In the year two thousand sixteen, on the twenty-fourth of February.

Before Us, Maître Martine SCHAEFFER, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Jonathan Pacifici & Partners Ltd, a company incorporated and existing under the laws of Israel with registered office at 16, Mitudela St., 92306 Jerusalem, Israel and registered under the number c.n. 513847806,

hereby represented by Mr. Liridon ELSHANI, employee, residing professionally at Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal, hereto annexed.

The said power of attorney, after having been signed “ne varietur” by the representative of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to this notarial deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party, represented as above, has requested the undersigned notary, to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company (société à responsabilité limitée), which is hereby incorporated:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the company is “Sixth Millennium Management S.à r.l.” (the Company). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the laws pertaining to such an entity, and in particular the law dated August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the Law), as well and these articles of incorporation (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1. The Company's registered office is established in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within that municipality by a resolution of the board of managers. It may be transferred to any other location in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers. If the board of managers determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent, and that those developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with ease of communication between that office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the developments or events in question have completely ceased. Any such temporary measures do not affect the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The object of the Company is the subscription, the acquisition of participations and the management of such participations in SIXTH MILLENIUM VENTURE PARTNERS S.C.A., a corporate partnership limited by shares (société en commandite par actions). The Company shall in particular be appointed as and act as the managing general shareholder of SIXTH MILLENIUM VENTURE PARTNERS S.C.A..

3.2. The Company may borrow in any form only in connection with article 3.1 above and may not borrow by way of public offer. It may issue in that respect, by way of private placement only, notes, bonds and any kind of debt and equity securities. The Company may also give guarantees and pledge, transfer, encumber or otherwise create and grant security over all or some of its assets to guarantee its own obligations and those of SIXTH MILLENIUM VENTURE PARTNERS S.C.A. For the avoidance of doubt, the Company may not carry out any regulated activities of the financial sector without having obtained the required authorisation.

3.3. The Company may use any techniques and instruments to efficiently manage its participation in SIXTH MILLENIUM VENTURE PARTNERS S.C.A. and to protect itself against credit risks, currency exchange exposure, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may not incur any indebtedness other than for paying costs that (i) arise in connection with the transactions contemplated by the Company's corporate object or (ii) are necessary or useful for the proper operation of the Company.

3.5. In addition the Company may subscribe, acquire and in general manage other companies, acting as general partner.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for a period of thirty years.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or more shareholders.

II. Capital - Shares

Art. 5. Capital.

5.1. The share capital is set at twelve thousand five hundred (EUR 12,500.-), represented by one hundred (100.-) shares in registered form, having a par value of one hundred twenty-five euro (EUR 125.-) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The share capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the shareholders, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Shares.

6.1. The shares are indivisible and the Company recognises only one (1) owner per share.

6.2. The shares are freely transferable between shareholders.

6.3. When the Company has a sole shareholder, the shares are freely transferable to third parties.

6.4. When the Company has more than one shareholder, the transfer of shares (inter vivos) to third parties is subject to prior approval by the shareholders representing at least three-quarters of the share capital.

6.5. In addition, each transfer of shares (including the existing shareholders) must be subject to a right of first refusal by the other shareholders as follows:

(i) Any shareholder proposing to transfer all or any of its shares in the Company (the "Offered Shares") shall first provide the other shareholders with an offer stating the identity of the transferor and of the transferee and the terms of the proposed transfer (the "Offer"). Each of the other shareholders may accept such Offer in respect of any portion of the Offered Shares ("Accepting Shareholders") by giving the Company notice to that effect within fourteen (14) business days after being served with the Offer (an "Acceptance").

(ii) If the Acceptances, in the aggregate, are in respect of all of, or more than, the Offered Shares, then the Accepting Shareholders shall acquire the Offered Shares, on the terms aforementioned, in proportion to their respective holdings of the Company's issued and outstanding share capital, provided, however, that no Accepting Shareholder shall be entitled or shall be forced to acquire under the provisions of this Article 6.5 more than the number of Offered Shares initially accepted by such Accepting Shareholder under the Acceptance, and upon the allocation to it of the full number of Offered Shares so accepted, such Accepting Shareholder shall be disregarded in any subsequent computations and allocations hereunder. Any Offered Shares remaining after the computation of such respective entitlements shall be re-allocated among the remaining Accepting Shareholders (other than those to be disregarded as aforesaid), in the same manner, until one hundred percent (100%) of the Offered Shares have been allocated as aforesaid.

(iii) If the Acceptances are in respect of less than the full number of Offered Shares, then the Accepting Shareholders shall not be entitled to acquire the Offered Shares, and the transferor, at the expiration of the aforementioned fourteen (14)-day period, shall be entitled to transfer all (but not less than all) of the Offered Shares to the proposed transferee(s) identified in the Offer, provided, however, that in no event shall the transferor transfer any of the Offered Shares to any transferee other than such proposed transferee(s) or transfer the same on terms more favorable to the transferee(s) than those stated in the Offer, and provided, further, that any Offered Shares not transferred within ninety (90) days after the expiration of such fourteen (14)-day period, shall again be subject to the provisions of this Article 6.5.

(iv) The transferor shall be bound, upon payment of the offer price, to transfer to the Accepting Shareholders the Offered Shares which have been allocated to the Accepting Shareholders pursuant to this Article 6.5. If, after becoming so bound, the transferor defaults in transferring the Offered Shares, the Company may receive the purchase price therefore and the transferor shall be deemed to have appointed any member of the Board as his agent to execute a transfer of the Offered Shares to the Accepting Shareholders and, upon execution of such transfer, the Company shall hold the purchase price therefor in trust for the transferor.

6.6. The limitations on transfers of shares set forth in Sections 6.4 and 6.5 above shall not apply to transfers to any of the following (each shall be deemed as a "Permitted Transferee"): to any spouse, domestic partner or member of the transferor's immediate family (including its child, sister, parent or descendants of the transferor and any spouse of such sibling, parent or descendants), or to a custodian, trustee (including a trustee of a voting trust), executor, or other fiduciary for the account of the transferor's spouse, domestic partner or members of the transferor's immediate family, or to a trust for the transferor's own benefit, or a charitable remainder trust; (ii) to any other entity which controls, is controlled by or is under common control with the transferor; (iii) from one of the aforementioned transferees or assignees, to the original holder; provided, however, that each such transferee or assignee under clauses (i), (ii) and (iii) above, prior to the completion of the transfer, shall have executed documents satisfactory to the Company assuming the obligations of the transferor under these Articles and all other agreements binding upon the transferor in respect of the transferred shares in the Company, and provided, further, however, that the transferor agrees to reacquire the transferred shares in the event the conditions of a Permitted Transferee relationship in accordance with this article cease to exist.

6.7. A share transfer is only binding on the Company or third parties following notification to or acceptance by the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.8. A register of shareholders is kept at the registered office and may be examined by any shareholder on request.

6.9. The Company may redeem its own shares, provided it has sufficient distributable reserves for that purpose, or if the redemption results from a reduction in the Company's share capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and removal of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the shareholders, which sets the term of their mandate. The managers need not be shareholders.

7.2. The managers may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholders.

Art. 8. Board of managers. If several managers are appointed, they constitute the board of managers (the Board).

8.1. Powers of the Board

(i) All powers not expressly reserved to the shareholder(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, which has full power to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's corporate object.

(ii) The Board may delegate special and limited powers to one or more agents for specific matters.

8.2. Procedure

(i) The Board meets at the request of any two (2) managers, at the place indicated in the convening notice, which in principle is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any Board meeting is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in the case of an emergency, whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and state that know the agenda for the meeting. A manager may also waive notice of a meeting, either before or after the meeting. Separate written notices are not required for meetings which are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant another manager power of attorney in order to be represented at any Board meeting.

(v) The Board may only validly deliberate and act if a majority of its members are present or represented. Board resolutions are validly adopted by a majority of the votes by the managers present or represented. Board resolutions are recorded in minutes signed by the chairperson of the meeting or, if no chairperson has been appointed, by all the managers present or represented.

(vi) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference, or by any other means of communication which allows all those taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. Participation by such means is deemed equivalent to participation in person at a duly convened and held meeting.

(vii) Circular resolutions signed by all the managers (the Managers' Circular Resolutions) are valid and binding as if passed at a duly convened and held Board meeting, and bear the date of the last signature.

8.3. Representation

(i) The Company is bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two (2) managers.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom special powers have been delegated.

Art. 9. Sole manager.

9.1. If the Company is managed by a sole manager, all references in the Articles to the Board or the managers are to be read as references to the sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any person to whom the sole manager has delegated special powers.

Art. 10. Liability of the managers.

10.1. The managers may not, be held personally liable by reason of their mandate for any commitment they have validly made in the name of the Company, provided those commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Shareholder(s)

Art. 11. General meetings of shareholders and shareholders' circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the shareholders are adopted at a general meeting of shareholders (the General Meeting) or by way of circular resolutions (the Shareholders' Circular Resolutions).

(ii) When resolutions are to be adopted by way of Shareholders' Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the shareholders, in accordance with the Articles. Shareholders' Circular Resolutions signed by all the shareholders are valid and binding as if passed at a duly convened and held General Meeting, and bear the date of the last signature.

(iii) Each share gives entitlement to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The shareholders are convened to General Meetings or consulted in writing on the initiative of any managers or shareholders representing more than one-half of the share capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all shareholders at least eight (8) days prior to the date of the meeting, except in the case of an emergency whose nature and circumstances are set forth in the notice.

(iii) General Meetings are held at the time and place specified in the notices.

(iv) If all the shareholders are present or represented and consider themselves duly convened and informed of the agenda of the General Meeting, it may be held without prior notice.

(v) A shareholder may grant written power of attorney to another person, shareholder or otherwise, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Shareholders' Circular Resolutions are passed by shareholders owning more than one-half of the share capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the shareholders are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time, and the resolutions are adopted at the second General Meeting or by Shareholders' Circular Resolutions by a majority of the votes cast, irrespective of the proportion of the share capital represented. This mechanism should not apply to resolutions set forth in point (vii) and (viii).

(vii) The Articles are amended with the unanimous consent of shareholders.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase in a shareholder's commitment to the Company require the unanimous consent of the shareholders.

Art. 12. Sole shareholder.

12.1. When the number of shareholders is reduced to one (1), the sole shareholder exercises all powers granted by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the shareholders and the General Meeting or to Shareholders' Circular Resolutions is to be read as a reference to the sole shareholder or the shareholder's resolutions, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1) of January and ends on the thirty-first (31) of December of each year.

13.2. The Board prepares the balance sheet and profit and loss account annually, together with an inventory stating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarising its commitments and the debts owed by its manager (s) and shareholders to the Company.

13.3. Any shareholder may inspect the inventory and balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Shareholders' Circular Resolutions within six (6) months following the closure of the financial year.

Art. 14. External Auditors (réviseurs d'entreprises).

14.1. When so required by law, the Company's operations are supervised by one or more external auditors (réviseurs d'entreprises).

14.2. The shareholders appoint the external auditors, if any, and determine their number and remuneration and the term of their mandate, which may not exceed six (6) years but may be renewed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. Five per cent (5%) of the Company's annual net profits are allocated to the reserve required by law. This requirement ceases when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital.

15.2. The shareholders determine the allocation of the balance of the annual net profits. They may decide on the payment of a dividend, to transfer the balance to a reserve account, or to carry it forward in accordance with the applicable legal provisions.

15.3. Interim dividends may be distributed at any time subject to the following conditions:

(i) the Board draws up interim accounts;

(ii) the interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including share premiums) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed the profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, if any, increased by profits carried forward and distributable reserves, and reduced by losses carried forward and sums to be allocated to the legal reserve;

(iii) the Board must make the decision to distribute interim dividends within two (2) months from the date of the interim accounts;

(iv) the rights of the Company's creditors are not threatened, taking the assets of the Company; and

(v) if the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the shareholders must refund the excess to the Company.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1 The Company may be dissolved at any time by a resolution of the shareholders adopted with the consent of a majority (in number) of shareholders owning at least three-quarters of the share capital. The shareholders appoint one or more liquidators, who need not be shareholders, to carry out the liquidation, and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the shareholders, the liquidators have full power to realise the Company's assets and pay its liabilities.

16.2 The surplus after realisation of the assets and payment of the liabilities is distributed to the shareholders in proportion to the shares held by each of them.

VII. General provisions

17.1. Notices and communications may be made or waived, and Managers' and Shareholders' Circular Resolutions may be evidenced, in writing, by fax, email or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager, in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfil all legal requirements for being deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers' Circular Resolutions, the resolutions adopted by the Board by telephone or video conference or the Shareholders' Circular Resolutions, as the case may be, are affixed to one original or several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by these Articles are determined in accordance with the applicable law and, subject to any non-waivable provisions of the law, with any agreement entered into by the shareholders from time to time.

Transitional provision

The first financial year begins on the date of this deed and ends on December 31, 2016.

Subscription and payment

Jonathan Pacifici & Partners Ltd, previously named, represented as stated above, subscribes one hundred (100) shares, having a nominal value of one hundred and twenty-five euro (EUR 125.-) each, and agrees to pay them in full by a contribution in cash of twelve thousand five hundred euro (12,500.- EUR).

Proof of such payment in cash has been validly reported to the undersigned notary who expressly states this.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever to be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated at approximately one thousand four hundred euro (EUR 1,400.-).

Resolutions of the sole shareholder

The above named person, representing the entire subscribed capital and considering themselves as fully convened, have immediately proceeded to hold an extraordinary general meeting and have passed the following resolutions:

1. The following person is appointed as sole manager of the Company for an indefinite period:

Mr. Jonathan PACIFICI, Manager, born on June 28, 1978, at Rome (Italy) residing at 16 Mitudela St., 92306 Jerusalem, Israel.

2. The registered office of the Company is set at 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states that at the request of the appearing party, this deed is drawn up in English, followed by a French version, and that in the case of divergences between the English text and the French text, the English text prevails.

WHEREOF this deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated above. This deed has been read to the representative of the appearing party, who have signed it together with the undersigned notary.

Suit la traduction française:

L'an deux mille seize, le vingt-quatre février.

Par devant Nous, Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Jonathan Pacifici & Partners Ltd, une société régie par le droit d'Israël, ayant son siège social au 16, Mitudela St., 92306 Jerusalem, Israël wr immatriculé avec le numéro c.n. 513847806,

représentée par Monsieur Liridon Elshani, employé, avec adresse professionnelle au 74, avenue Victor Hugo, L-1750 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous-seing privé.

Ladite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte notarié pour être soumise en même temps auprès des autorités de l'enregistrement.

La partie comparante, représentée comme indiquée ci-dessus, a prié le notaire instrumentant d'acter de la façon suivante les statuts d'une société à responsabilité limitée qui est ainsi constituée:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société est "Sixth Millennium Management S.à r.l." (la Société). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la Loi), ainsi que par les présents statuts (les Statuts).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi dans la municipalité de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision des gérants. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société au lieu de son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. L'objet de la Société est la souscription, l'acquisition de participations ainsi que la gestion de ces participations dans SIXTH MILLENNIUM VENTURE PARTNERS S.C.A., une société en commandite par actions. La Société sera en particulier désignée et agira en tant que gérant commandité de SIXTH MILLENNIUM VENTURE PARTNERS S.C.A..

3.2. La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit, sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de billets à ordre, d'obligations et de titres et instruments de toute autre nature. La Société peut également consentir des garanties et nantir, céder, grever des charges ou autrement créer et accorder des sûretés sur la totalité ou une partie de ses actifs afin de garantir ses propres obligations et celle de SIXTH MILLENNIUM VENTURE PARTNERS S.C.A. En tout état de cause, la Société ne peut effectuer aucune activité réglementée du secteur financier sans avoir obtenu l'autorisation requise.

3.3. La Société peut employer toutes les techniques et instruments nécessaires à une gestion efficace de sa participation dans SIXTH MILLENNIUM VENTURE PARTNERS S.C.A. et à sa protection contre les risques de crédit, les fluctuations monétaires, les fluctuations de taux d'intérêt et autre risques

3.4. La Société ne peut avoir d'autre engagement que celui de payer les coûts (i) pouvant survenir en relation avec les transactions décrites dans l'objet social de la Société ou (ii) nécessaires ou utiles à l'activité de la Société.

3.5. En outre, la Société peut souscrire, acquérir et contrôler en général d'autres sociétés, agissant en tant qu'associé-gérant.

Art. 4. Durée.

4.1. La Société est formée pour une durée de trente ans.

4.2. La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cent (100.-) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2. Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1. Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale.

6.2. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

6.3. Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

6.4. Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts du capital social.

6.5. En outre, chaque transfert de parts (inclus les associés existants) doit être sujet au droit de premier refus par les autres associés comme décrit ci-dessous:

(i) N'importe quel associé proposant le transférer toute ou partie de ses parts de la Société ("les parts offertes") fournira d'abord aux autres associés une offre énonçant l'identité du cédant et du cessionnaire et les termes et conditions du transfert

proposé («l'offre»). Chacun des autres associés peut accepter cette offre au regard de chaque partie des parts offertes («associés acceptants») par notification à la Société endéans quatorze (14) jours ouvrés après avoir été servi avec l'offre (une «acceptation»).

(ii) Si au total, les acceptations portent sur tout ou plus que les parts sociales mises en vente, les associés acceptants acquerrons ces parts sociales aux conditions susmentionnées, et ce au prorata de leur quote part du capital, sans toutefois qu'aucun de ces associés n'ait le droit ou soit forcé (conformément à l'article 6.5) d'acheter plus que les parts sociales qui ont été accepté par cet associé acceptant selon son acceptation, à la suite de l'attribution de la totalité des parts sociales demandées et acceptées, l'associé intéressé ne sera pas tenu en compte dans les calculs et autres affectations.

Toutes parts sociales mises en vente restant non acquises après les calculs des soldes restant dus, sera réattribuée aux associés intéressés restants (autres que ceux à ne pas tenir compte comme mentionnés ci-dessous), jusqu'à ce que l'intégralité (100%) des parts sociales soient valablement distribuées.

(iii) Dans le cas où les acceptations ne couvraient la totalité des parts sociales mises en vente, les associés intéressés ne seraient pas autorisés à acquérir les parts sociales restantes. Alors, le cédant, après une période convenue de 14 jours, aura le droit de transférer toutes, mais pas moins que la totalité des parts sociales proposées au cessionnaire mentionné dans les conventions à conditions toutefois, qu'en aucun cas le cédant ne tente de vendre lesdites parts sociales à un autre cessionnaire autre que le cessionnaire proposé, ou de transférer les parts sociales à de meilleures conditions pour les cessionnaires, que celles convenues préalablement et à condition, en outre, que toute action à céder qui serait transférée sous 90 jours suivant la période susmentionnée de 14 jours, serait de nouveau soumise à l'article 6.5..

(iv) Le cédant sera obligé, après paiement du prix offert, de transférer aux associés acceptants des parts offertes qui ont été assignées aux associés acceptants conformément à cet article 6.5. Si, suite à cette obligation, le cédant ne transfert pas les parts offertes, la Société peut recevoir le prix d'achat et par conséquent le cédant sera considéré avoir nommé n'importe quel membre de conseil d'administration en tant que son agent pour exécuter un transfert des parts offertes aux associés acceptants et, lors de l'exécution d'un tel transfert, la Société conservera en fiducie le prix d'achat pour le compte du cédant.

6.6. Les limitations sur des transferts des parts déterminées dans les sections 6.4 et 6.5 ci-dessus ne s'appliqueront pas aux transferts suivants (ci-après «cessionnaire autorisé»): à tout conjoint, partenaire, domestique ou membre de la famille immédiate du cédant (son enfant y compris, soeur, parent ou descendants du cédant et tout conjoint de tels enfants de mêmes parents, parent ou descendants), ou à tout autre héritier fiduciaire pour le compte du conjoint, de l'associé domestique ou des membres de la famille immédiate du cédant, ou à un fidéicommissaire pour le propre compte du cédant, ou fiducie résiduaire de bienfaisance (ii) à n'importe quelle autre entité qui contrôle, est contrôlée par ou est sous le contrôle commun avec le cédant, (iii) d'un des cessionnaires ou assignés mentionnés ci-dessus, au détenteur original; à condition que chacun de ces cessionnaires ou assignés repris sous les clauses (i) (ii) (iii) ci-dessus, avant l'accomplissement du transfert, aura exécuté les documents satisfaisants à la Société assumant les engagements du cédant aux termes de ces articles et de tous autres accords liant le cédant en ce qui concerne les parts transférées de la Société et à condition que le cédant soit d'accord de ré-acquérir les parts transférées dans le cas où les conditions d'un rapport de cessionnaire autorisé conformément à cet article cessent d'exister. 6.7. Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.8. Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.9. La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants peuvent ne pas être associés.

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le Conseil).

8.1. Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

8.2. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'au moins deux (2) gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une

réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixées dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres sont présents ou représentés. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés. Le Président ne dispose pas d'une seconde voix ou d'une voix prépondérante. Les décisions du Conseil sont consignées dans des procès-verbaux signés par le président de la réunion ou, si aucun président n'a été nommé, par tous les gérants présents ou représentés.

(vi) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visio-conférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue.

(vii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les Résolutions Circulaires des Gérants) sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.3. Représentation

(i) La Société est engagée vis-à-vis des tiers en toutes circonstances par les signatures conjointes de deux (2) gérants.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 9. Gérant unique.

9.1. Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2. La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3. La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants.

10.1. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

11.1. Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'Assemblée Générale) ou par voie de résolutions circulaires (les Résolutions Circulaires des Associés).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Les Résolutions Circulaires des Associés signées par tous les associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2. Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1. Dans le cas où le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2. Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3. Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et approbation des comptes annuels.

13.1. L'exercice social commence le premier (1) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de chaque année.

13.2. Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3. Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4. Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

Art. 14. Réviseurs d'entreprises.

14.1. Les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprises, dans les cas prévus par la loi.

14.2. Les associés nomment les réviseurs d'entreprises, s'il y a lieu, et déterminent leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne peut dépasser six (6) ans. Les réviseurs d'entreprises peuvent être renommés.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1. Cinq pour cent (5 %) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10 %) du capital social.

15.2. Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

15.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;

(ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social dont les comptes annuels ont été approuvés, le cas échéant, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, et réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par les associés dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires;

(iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, compte tenu des actifs de la Société; et

(v) si les dividendes intérimaires qui ont été distribué excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, les associés doivent reverser l'excès à la Société.

VI. Dissolution - Liquidation

16.1. La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la moitié des associés détenant les trois-quarts du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2. Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

17.1. Les convocations et communications, respectivement les renoncations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2. Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3. Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants ou des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4. Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence à la date du présent acte et s'achève le 31 décembre 2016.

Souscription et libération

Jonathan Pacifici & Partners Ltd, représentée comme indiqué ci-dessus, déclare souscrire à cent (100) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale de cent vingt-cinq euros (EUR 125,-) chacune, et de les libérer intégralement par un apport en numéraire d'un montant de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-), de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est à la disposition de la Société, comme il a été prouvé au notaire instrumentant.

Frais

Les dépenses, coûts, honoraires et charges de toutes sortes qui incombent à la Société du fait de sa constitution s'élèvent approximativement à mille quatre cents euros (EUR 1.400,-).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique de la Société, représentant l'intégralité du capital social souscrit, a pris les résolutions suivantes:

1. La personne suivante est nommée en tant que gérant unique de la Société pour une durée indéterminée:

Monsieur Jonathan PACIFICI, gérant, né le 28 juin 1978 à Rome (Italie), demeurant au 16, Mitudela, St., 92306 Jerusalem, Israel.

2. Le siège social de la Société est établi au 2, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que, à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une traduction française et que, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite au mandataire des parties comparantes, celui-ci a signé avec le notaire instrumentant, le présent acte.

Signé: L. Elshani et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 03 mars 2016. 2LAC/2016/4777. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2016.

Référence de publication: 2016077464/531.

(160042853) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

François 1er S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer.

R.C.S. Luxembourg B 203.520.

In the year two thousand and sixteen, on the eleventh day of March.

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

THERE APPEARED:

Best Value Europe I Platform S.à r.l., a company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1, rue Isaac Newton, L-2242 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 203.320 (the "Sole Member");

here represented by Mr. Gérald STEVENS, lawyer, residing professionally at 3b, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given under private seal; the said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder acting on behalf of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

Such appearing party, acting in the here above stated capacity, requests the undersigned notary to:

- state that Best Value Europe I Platform S.à r.l. is the Sole Member of Francois 1^{er} S.à r.l., a private limited liability company (“société à responsabilité limitée”) having its registered office at 1, rue Isaac Newton, L-2242 Luxembourg, registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 203.520, incorporated by a deed enacted by Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing in Luxembourg on January 18, 2016, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the “Company”);

- record the following resolutions which have been taken in the best corporate interest of the Company, according to the agenda below:

Agenda

1. Change of the registered office of the Company to L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer, and subsequent amendment of Article 2.1. of the Articles of Association of the Company to read as follows:

“The registered office of the Company is established in the municipality of Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (the “Board”). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles”.

2. Increase of the corporate capital of the Company by an amount of EUR 1,192,200.- (one million one hundred ninety-two thousand two hundred Euros) by the capitalisation of part of a freely distributable reserve account (the “Account 115”) to the corporate capital of the Company so as to bring it from its current amount of EUR 13,400.- (thirteen thousand four hundred Euros) to an amount of EUR 1,205,600.- (one million two hundred five thousand six hundred Euros) by the issue of:

- 10,806 (ten thousand eight hundred six) additional class A corporate units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each (the “Class A Units”);

- 12,046 (twelve thousand forty-six) additional class B corporate units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each (the “Class B Units”);

- 12,046 (twelve thousand forty-six) additional class C corporate units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each (the “Class C Units”);

- 12,046 (twelve thousand forty-six) additional class D corporate units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each (the “Class D Units”);

- 12,046 (twelve thousand forty-six) additional class E corporate units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each (the “Class E Units”);

- 12,046 (twelve thousand forty-six) additional class F corporate units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each (the “Class F Units”);

- 12,046 (twelve thousand forty-six) additional class G corporate units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each (the “Class G Units”);

- 12,046 (twelve thousand forty-six) additional class H corporate units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each (the “Class H Units”);

- 12,046 (twelve thousand forty-six) additional class I corporate units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each (the “Class I Units”);

- 12,046 (twelve thousand forty-six) additional class J corporate units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each (the “Class J Units”);

together with the payment of a share premium of an amount of EUR 10,850,800.- (ten million eight hundred fifty thousand eight hundred Euros);

3. Subscription and payment of all additional corporate units, with a share premium of an amount of EUR 10,850,800.- (ten million eight hundred fifty thousand eight hundred Euros) by the capitalisation of an aggregate amount of EUR 12,043,000.- (twelve million forty-three thousand Euros) from the Account 115;

4. Amendment of article 5.1 of the articles of association of the Company in order to reflect the planned corporate capital increase;

5. Deletion of article 3.3. of the articles of association of the Company and subsequent renumbering of the articles 3.4, 3.5 and 3.6 of the articles of association of the Company;

6. Revision of article 8.2.vi of the articles of association of the Company to read as follows:

“The Board shall elect a chairman among its members and as the case may be, a secretary for each meeting. The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of managers, which shall be signed by the chairman and by the secretary or, if no secretary was appointed, by the chairman and one manager. The sole manager, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions. Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman and by the secretary or a by manager in case no secretary was appointed, or by the sole manager, as the case may be”;

7. Revision of the articles of association of the Company in order to replace the French version by a German version; and

8. Any other business.

First resolution

The Sole Member decides to change the registered office of the Company to L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer, and to amend subsequently article 2.1 of the Articles of association of the Company to read as follows:

“The registered office of the Company is established in the municipality of Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (the “Board”). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles”.

Second resolution

The Sole Member decides to increase the corporate capital of the Company by an amount of EUR 1,192,200.- (one million one hundred ninety-two thousand two hundred Euros) so as to bring it from its current amount of EUR 13,400.- (thirteen thousand four hundred Euros) to the amount of EUR 1,205,600.- (one million two hundred five thousand six hundred Euros).

Third resolution

The Sole Member decides to issue:

- 10,806 (ten thousand eight hundred six) additional class A corporate units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each (the “Class A Units”);
 - 12,046 (twelve thousand forty-six) additional class B corporate units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each (the “Class B Units”);
 - 12,046 (twelve thousand forty-six) additional class C corporate units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each (the “Class C Units”);
 - 12,046 (twelve thousand forty-six) additional class D corporate units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each (the “Class D Units”);
 - 12,046 (twelve thousand forty-six) additional class E corporate units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each (the “Class E Units”);
 - 12,046 (twelve thousand forty-six) additional class F corporate units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each (the “Class F Units”);
 - 12,046 (twelve thousand forty-six) additional class G corporate units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each (the “Class G Units”);
 - 12,046 (twelve thousand forty-six) additional class H corporate units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each (the “Class H Units”);
 - 12,046 (twelve thousand forty-six) additional class I corporate units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each (the “Class I Units”);
 - 12,046 (twelve thousand forty-six) additional class J corporate units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each (the “Class J Units”);
- together with the payment of a share premium of an amount of EUR 10,850,800.- (ten million eight hundred fifty thousand eight hundred Euros).

Contributor's Intervention - Subscription - Payment

There now appears Mr. Gérald STEVENS, acting in his capacity as duly appointed special attorney of the Sole Member by virtue of a proxy given on March 10, 2016 which will remain attached to the present deed.

The appearing person declares to:

- subscribe for and fully pay 10,806 (ten thousand eight hundred and six) Class A Units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each, for a total amount of EUR 108,060.- (one hundred eight thousand sixty Euros);
- subscribe for and fully pay 12,046 (twelve thousand forty-six) Class B Units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each, for a total amount of EUR 120,460.- (one hundred twenty thousand four hundred sixty Euros);
- subscribe for and fully pay 12,046 (twelve thousand forty-six) Class C Units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each, for a total amount of EUR 120,460.- (one hundred twenty thousand four hundred sixty Euros);
- subscribe for and fully pay 12,046 (twelve thousand forty-six) Class D Units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each, for a total amount of EUR 120,460.- (one hundred twenty thousand four hundred sixty Euros);
- subscribe for and fully pay 12,046 (twelve thousand forty-six) Class E Units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each, for a total amount of EUR 120,460.- (one hundred twenty thousand four hundred sixty Euros);

- subscribe for and fully pay 12,046 (twelve thousand forty-six) Class F Units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each, for a total amount of EUR 120,460.-(one hundred twenty thousand four hundred sixty Euros);

- subscribe for and fully pay 12,046 (twelve thousand forty-six) Class G Units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each, for a total amount of EUR 120,460.-(one hundred twenty thousand four hundred sixty Euros);

- subscribe for and fully pay 12,046 (twelve thousand forty-six) Class H Units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each, for a total amount of EUR 120,460.-(one hundred twenty thousand four hundred sixty Euros);

- subscribe for and fully pay 12,046 (twelve thousand forty-six) Class I Units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each, for a total amount of EUR 120,460.-(one hundred twenty thousand four hundred sixty Euros);

- subscribe for and fully pay 12,046 (twelve thousand forty six) Class J Units with a par value of EUR 10.- (ten Euros) each, for a total amount of EUR 120,460.-(one hundred twenty thousand four hundred sixty Euros);

- pay the share premium of an amount of EUR 10,850,800.- (ten million eight hundred fifty thousand eight hundred Euros);

by the capitalization of an amount of EUR 12,043,000.- (twelve million forty-three thousand Euros) from part of a freely distributable reserve account (the "Account 115").

Proof of the existence of a sufficient amount in the Account 115 of the Company has been given to the notary by a confirmation of the board of managers of the Company dated March 10, 2016.

Fourth resolution

As a consequence of the foregoing statements and resolutions and the capitalisation of part of the Account 115 being fully carried out, the Sole Member decides to amend article 5.1 of the articles of association of the Company to read as follows:

“ **Art. 5. Capital.** The Company’s corporate capital is set at one million two hundred five thousand six hundred Euros (EUR 1,205,600), represented by:

- 12,056 (twelve thousand fifty-six) class A corporate units (the “Class A Units”);
 - 12,056 (twelve thousand fifty-six) class B corporate units (the “Class B Units”);
 - 12,056 (twelve thousand fifty-six) class C corporate units (the “Class C Units”);
 - 12,056 (twelve thousand fifty-six) class D corporate units (the “Class D Units”);
 - 12,056 (twelve thousand fifty-six) class E corporate units (the “Class E Units”);
 - 12,056 (twelve thousand fifty-six) class F corporate units (the “Class F Units”);
 - 12,056 (twelve thousand fifty-six) class G corporate units (the “Class G Units”);
 - 12,056 (twelve thousand fifty-six) class H corporate units (the “Class H Units”);
 - 12,056 (twelve thousand fifty-six) class I corporate units (the “Class I Units”);
 - 12,056 (twelve thousand fifty-six) class J corporate units (the “Class J Units”);
- all having a par value of ten Euros (EUR 10) each, all subscribed and fully paid-up”.

Fifth resolution

The Sole Member resolves to delete article 3.3. of the articles of association of the Company and to subsequently renumber articles 3.4, 3.5 and 3.6 into articles 3.3, 3.4 and 3.5 of the articles of association of the Company.

Sixth resolution

The Sole Member resolves to amend article 8.2.vi of the articles of association of the Company to read as follows:

“The Board shall elect a chairman among its members and as the case may be, a secretary for each meeting. The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of managers, which shall be signed by the chairman and by the secretary or, if no secretary was appointed, by the chairman and one manager. The sole manager, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions. Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman and by the secretary or a by manager in case no secretary was appointed, or by the sole manager, as the case may be”.

Seventh resolution

The Sole Member resolves, in consideration of the before resolution, to replace the French version of the articles of association of the Company by a German version, to be read as follows:

I. Name - Eingetragener Sitz - Gegenstand - Dauer

Art. 1. Name. Der Name der Gesellschaft mit beschränkter Haftung (GmbH) ist „François 1^{er} S.à r.l.“ (das „Gesellschaft“). Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (GmbH) (société à responsabilité limitée), die den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz“) und dieser Satzung (die „Satzung“) unterliegt.

Art. 2. Eingetragener Sitz.

2.1. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft liegt in der Gemeinde Bertrange, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann innerhalb der Gemeinde durch einfachen Beschluss des Vorstands (der „Vorstand“) verlegt werden. Der eingetragene Sitz kann an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg durch einen Beschluss der Gesellschafter, die im Einklang mit den für die Änderung der Satzung vorgeschriebenen Vorschriften handeln, verlegt werden.

2.2. Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss des Vorstands gegründet werden. Wenn der Vorstand feststellt, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Vorfälle eingetreten sind oder bevorstehen, und dass diese Entwicklungen oder Vorfälle die normalen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die gewöhnliche Kommunikation zwischen solch einem Büro und Personen im Ausland stören könnten, kann der eingetragene Sitz zeitweilig bis zur vollständigen Beendigung dieser Umstände ins Ausland verlegt werden. Diese zeitweiligen Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet der temporären Verlegung ihres eingetragenen Sitzes eine in Luxemburg eingetragene Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Gesellschaftszweck.

3.1. Die Gesellschaft ist eine Immobiliengesellschaft gemäß §§ 234 ff. des deutschen Kapitalanlagegesetzbuches (KAGB) und unterliegt daher den Bestimmungen des KAGB. Der Gesellschaftszweck ist beschränkt auf diejenigen Aktivitäten, welche die HANSAINVEST Hanseatische Investment-Gesellschaft mit beschränkter Haftung („HANSAINVEST“) im Namen des alternativen Investmentfonds mit feststehenden Investitionsregeln mit Schwerpunkt auf Immobilienvermögen mit dem Namen „Best Value Europe I“ („der Fonds“) ausüben darf.

Der Gesellschaftszweck besteht daher im Erwerb, Halten, in der Verwaltung und Veräußerung von Immobilien, die von der HANSAINVEST auf Rechnung des Fonds gemäß §§ 231 ff. KAGB sowie gemäß den Investmentregeln des Fonds erworben werden können, und im Erwerb, Halten, in der Verwaltung und Veräußerung von Beteiligungen an anderen Immobiliengesellschaften gemäß §§ 234 ff. KAGB, deren Ziel auf diejenigen Aktivitäten beschränkt ist, welche die HANSAINVEST im Namen des Fonds gemäß dem deutschen Kapitalanlagegesetzbuch (KAGB) sowie den anwendbaren Investitionsregeln des Fonds ausführen darf.

3.2. Die Gesellschaft kann in Übereinstimmung mit § 235 Abs. 1 Nr. 2 und § 231 Abs. 3 KAGB Waren erwerben, die für die Verwaltung ihres Gesellschaftsvermögens benötigt werden. Der Erwerb von Immobilienvermögen ist nur gestattet, wenn die Beteiligung an Immobilienvermögen zuvor von (einem) kompetenten Sachverständigen, der von HANSAINVEST benannt wurde, bewertet wurde. Der Erwerb einer Beteiligung an einer Immobiliengesellschaft ist des Weiteren nur gestattet, wenn die Beteiligung zuvor von einem Wirtschaftsprüfer gemäß 319 Abs. 1 des deutschen Handelsgesetzbuchs (HGB) bewertet wurde.

3.3. Die Gesellschaft kann, innerhalb der Beschränkungen des KAGB, in jedweder Form Geld leihen, mit Ausnahme eines öffentlichen Kaufangebots. Den Beschränkungen des KAGB unterliegend, kann sie nur im Wege einer Privatplatzierung Schuldscheine, Obligationen, Pfandbriefe und jede Art von Schulden bzw. Beteiligungspapiere herausgeben. Den Beschränkungen des KAGB unterliegend, kann die Gesellschaft Beteiligungen an Krediten erwerben bzw. Gelder verleihen einschließlich der Erlöse von Anleihen bzw. Herausgabe von Schuldverschreibungen an ihre Tochterunternehmen, verbundene Unternehmen oder an jedes andere Unternehmen, das einen Teil der Unternehmensgruppe bildet, zu der die Gesellschaft gehört. Den Beschränkungen des KAGB unterliegend, ist es der Gesellschaft gestattet, Kredite aufzunehmen und zu halten sowie Wertpapiere als Sicherheiten (auch in der Form eines Sicherheitenrechts oder einer Grundstückslast) zum beabsichtigten Erwerb von Vermögenswerten zu verwenden.

3.4. Die Gesellschaft kann jegliche Techniken und Instrumente in Bezug auf seine Investitionen zum Zweck von deren effizienten Verwaltung einsetzen, einschließlich Techniken und Instrumente, die ausgelegt sind, die Gesellschaft gegen Risiken, wie z.B. Kreditrisiken, Währungsumtausch, Zinsrisiko und andere Risiken zu schützen.

3.5. Die Gesellschaft kann alle Geschäftstransaktionen durchführen und alle Maßnahmen ergreifen, die im Hinblick auf das Erreichen des oben detailliert beschriebenen Zwecks erforderlich sind, insofern diese gemäß KAGB und den anwendbaren Investitionsregeln des Fonds gestattet sind.

Art. 4. Dauer.

4.1. Die Gesellschaft wird auf unbegrenzte Zeit gegründet.

4.2. Die Gesellschaft wird nicht aufgrund von Tod, Außerkraftsetzung der bürgerlichen Rechte, Unfähigkeit, Insolvenz, Bankrott oder ähnlichen Anlässen, die einen oder mehrere Gesellschafter betreffen, aufgelöst.

II. Gesellschaftskapital - Gesellschaftsanteile

Art. 5. Kapital.

5.1. Das Stammkapital der Gesellschaft wird auf eine Million zweihundertfünftausendsechshundert Euro (1.205.600 Euro) festgesetzt, vertreten durch:

- Zwölftausendsechshundertfünfzig (12.056) Klasse-A-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-A-Anteile“);
- Zwölftausendsechshundertfünfzig (12.056) Klasse-B-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-B-Anteile“);
- Zwölftausendsechshundertfünfzig (12.056) Klasse-C-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-C-Anteile“);

- Zwölftausendsechshundertfünfzig (12.056) Klasse-D-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-D-Anteile“);
- Zwölftausendsechshundertfünfzig (12.056) Klasse-E-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-E-Anteile“);
- Zwölftausendsechshundertfünfzig (12.056) Klasse-F-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-F-Anteile“);
- Zwölftausendsechshundertfünfzig (12.056) Klasse-G-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-G-Anteile“);
- Zwölftausendsechshundertfünfzig (12.056) Klasse-H-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-H-Anteile“);
- Zwölftausendsechshundertfünfzig (12.056) Klasse-I-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-I-Anteile“);
- Zwölftausendsechshundertfünfzig (12.056) Klasse-J-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-J-Anteile“);

wobei alle einen Nennwert von zehn Euro (10 Euro) pro Stück haben und jeweils gezeichnet und voll eingezahlt sind.

5.2. Das Stammkapital der Gesellschaft kann ein oder mehrere Male durch einen Beschluss der Gesellschafter, die im Einklang mit den für die Änderung der Satzung vorgeschriebenen Bedingungen handeln, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.2.1. Das Stammkapital der Gesellschaft kann durch den Rückkauf oder die Annullierung von Anteilen reduziert werden, vorausgesetzt, dass diese Annullierung die Gesamtheit der herausgegebenen Anteile in einer oder mehreren Klassen der Einheiten betrifft. Solche Rückkäufe oder Annullierungen von Anteilsklassen sind in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge vorzunehmen (beginnend mit den Klasse-J-Anteilen).

Im Fall einer Herabsetzung des Stammkapitals durch den Rückkauf und die Annullierung einer Anteilsklasse erhalten die Halter der zurückgekauften und annullierten Anteilsklassen von der Gesellschaft den Betrag, der dem Annullierungswert pro Anteil für jeden Anteil der relevanten Klasse, die von ihnen gehalten wird und die zurückgekauft und annulliert wurden, entspricht.

5.2.2. Der Annullierungswert pro Anteil ist durch Division des Gesamtannullierungsbetrags durch die Anzahl der in der Anteilsklasse, die zurückgekauft und annulliert wird, enthaltenen Anteile zu ermitteln.

5.2.3. Der Gesamtannullierungsbetrag ist der Betrag, der vom Vorstand auf Basis der relevanten Zwischenabschlüsse festgelegt und von den Gesellschaftern genehmigt wird. Der Gesamtannullierungsbetrag ist der verfügbare Betrag der relevanten Anteilsklasse zum Zeitpunkt der Annullierung der relevanten Anteilsklassen, soweit die Generalversammlung, die im Einklang mit den für die Satzungsänderung vorgeschriebenen Bestimmungen handelt, nichts anderes beschlossen hat. Dies jedoch unter der Voraussetzung, dass der Gesamtannullierungsbetrag niemals höher sein darf als der verfügbare Betrag.

5.2.4. Nach dem Rückkauf und der Annullierung der Anteile der betreffenden Anteilsklasse wird der Annullierungswert pro Anteil fällig und ist von der Gesellschaft zu zahlen.

5.3. Zusätzlich zum Stammkapital kann eine Einzahlung auf das Agio getätigt werden, auf das jegliche Agiozahlung für jeglichen Anteil angerechnet wird. Der Betrag des besagten Agios steht, je nach Situation, den Gesellschaftern oder dem Vorstand zur freien Verfügung.

Für die Zwecke dieses Artikels 5 werden die nachstehenden Wörter wie folgt definiert:

- „Verfügbarer Betrag“ bezeichnet (ohne Doppelzählung) den Betrag der Nettogewinne, die einer Anteilsklasse der Gesellschaft (einschließlich Gewinnvorträge) zugeordnet werden kann, insofern die Gesellschafter, die Anteile von der besagten Anteilsklasse halten, einen Anspruch auf Dividendenausschüttung haben, zuzüglich (i) aller frei ausschüttbarer Reserven (zur Klarstellung: dazu zählt auch die Agiorücklage) und (ii) gegebenenfalls des Betrags der Stammkapitalherabsetzung und der Minderung der gesetzlichen Rücklagen, die sich auf die Anteilsklasse bezieht, die annulliert wird, sofern diese Herabsetzung den gesetzlich verfügbaren Beträgen entspricht, abzüglich (i) aller Verluste (einschließlich Verlustvorträge) und (ii) aller Summen, die gemäß den gesetzlichen Anforderungen oder gemäß Satzung in die Rücklage(n) eingestellt werden müssen, jedes Mal wie in den relevanten Zwischenkonten ausgewiesen (zur Klarstellung: ohne Doppelzählung) so dass:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Wodurch:

AA = Verfügbarer Betrag;

NP = Nettogewinn, der der Anteilsklasse zuzurechnen ist (einschließlich Gewinnvorträge gemäß Festlegung für die relevante Anteilsklasse);

P = alle frei ausschüttbaren Reserven;

CR = der Betrag der Herabsetzung des Stammkapitals und der Herabsetzung der gesetzlichen Reserve in Bezug auf die zu annullierende Anteilsklasse soweit das den gesetzlich verfügbaren Beträgen entspricht;

L = Verluste (einschließlich Verlustvorträge);

LR = alle Summen, die gemäß den Anforderungen des Gesetzes oder der Satzung in die Rücklage(n) einzustellen sind.

- „Annullierungsbetrag pro Anteil“ bezeichnet den Annullierungsbetrag pro Anteil, der an einen Gesellschafter einer zurückgekauften und annullierten Anteil zu zahlen ist.

- „Zwischenkonten“ bezeichnet die Zwischenkonten der Gesellschaft zum Datum des relevanten Zwischenabschlusses.

- „Datum des Zwischenabschlusses“ bezeichnet das Datum, frühestens acht (8) Tage vor dem Datum des Rückkaufs und der Annullierung der relevanten Anteilsklassen.

- „Gesamtannullierungsbetrag“ bezeichnet den als Rückkaufpreis für alle Anteile einer Anteilsklasse, die zurückgekauft und annulliert werden sollen, zu zahlenden Gesamtbetrag.

- „Anteile“ bezeichnet jeden Anteil des Unternehmens, der einen Nennwert von zehn Euro (10 Euro) pro Stück hat.“

Art. 6. Gesellschaftsanteile.

6.1. Die Gesellschaftsanteile sind unteilbar und die Gesellschaft erkennt nur einen (1) Eigentümer pro Gesellschaftsanteil an. Im Fall des gemeinsamen Eigentums eines oder mehrerer Gesellschaftsanteils(e), müssen die Gesellschafter einen (1) Eigentümer pro Gesellschaftsanteil benennen.

6.2. Gesellschaftsanteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar.

Wenn die Gesellschaft nur einen einzigen Gesellschafter hat, sind die Gesellschaftsanteile frei auf Dritte übertragbar.

Wenn die Gesellschaft mehr als einen Gesellschafter hat, bedarf die Übertragung von Gesellschaftsanteilen (unter Lebenden) an Dritte der vorherigen Genehmigung der Gesellschafter, die mindestens drei Viertel (3/4) des Stammkapitals repräsentieren.

Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen an Dritte von Todes wegen muss von den Gesellschaftern, die mindestens drei Viertel (3/4) der Rechte, die im Besitz der Hinterbliebenen sind, repräsentieren, genehmigt werden.

Die Übertragung eines Gesellschaftsanteils ist der Gesellschaft oder Dritten gegenüber nur entgegenzuhalten innerhalb der Beschränkungen der Klausel 6.5 und sofern eine Zustellung an die Gesellschaft oder die Genehmigung der Gesellschaft in Einklang mit Artikel 1690 des luxemburgischen Zivilgesetzbuchs erfolgt ist.

6.3. Ein Gesellschafterregister wird am eingetragenen Sitz aufbewahrt und kann von jedem Mitglied auf Nachfrage eingesehen werden.

6.4. Die Gesellschaft darf ihre eigenen Anteile zurückkaufen, vorausgesetzt dass die Gesellschaft ausreichend ausschüttbare Rückstellungen für diesen Zweck zur Verfügung hat oder wenn die Rücknahme aus einer Herabsetzung des Stammkapitals der Gesellschaft resultiert.

6.5. Insofern und solange die Beteiligungen der HANSAINVEST auf Rechnung des Fonds gehalten werden, ist eine Verfügung über Aktien (oder über einen Teil derselben), die der HANSAINVEST gehören, nur zulässig mit der vorherigen Genehmigung des von HANSAINVEST gemäß §§ 80 ff. KAGB für den Fonds benannten Verwahrers (§ 84 Abs. 1 Z. 5 KAGB) (der „Verwahrer“). Dasselbe gilt für jede Belastung von Anteile, die Gewährung von Unter-Beteiligungen an einem Anteil und die Verfügung über gesonderte Rechte und Forderungen aus dem Gesellschaftsverhältnis. Zusätzlich bedürfen Verfügungen über das Vermögen der Gesellschaft der Genehmigung des Verwahrers.

III. Geschäftsführung - Vertretung

Art. 7. Ernennung und Entlassung von Geschäftsführern.

7.1. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführer(n) geleitet, die durch einen Beschluss der Gesellschafter, welche deren Amtsdauer festlegen, ernannt werden. Die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter sein.

7.2. Die Geschäftsführer können durch einen Beschluss der Gesellschafter jederzeit entlassen werden (mit oder ohne Grund).

Art. 8. Vorstand. Wenn mehrere Geschäftsführer ernannt worden sind, dann bilden sie den Vorstand (den „Vorstand“). Der/die Gesellschafter kann/können entscheiden, die ernannten Geschäftsführer als Kategorie-A-Geschäftsführer (die „Kategorie-A-Geschäftsführer“) und Kategorie-B-Geschäftsführer (die „Kategorie-B-Geschäftsführer“) zu qualifizieren.

8.1. Befugnisse des Vorstands

(i) Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich vom Gesetz oder gemäß Satzung für den/die Gesellschafter reserviert sind, fallen unter die Zuständigkeit des Vorstands, der alle Befugnisse hat, alle Handlungen und Tätigkeiten, die mit dem Gesellschaftszweck in Einklang stehen, auszuführen und zu genehmigen.

(ii) Spezielle und begrenzte Befugnisse können für bestimmte Angelegenheiten einem oder mehreren Vertretern des Vorstands übertragen werden.

(iii) Der Vorstand kann von Zeit zu Zeit seine Befugnisse für bestimmte Aufgaben an einen oder mehrere Ad-Hoc-Vertreter, der/die kein/e Mitglied/er oder Geschäftsführer der Gesellschaft sein müssen, delegieren. Der Vorstand legt die Befugnisse, Pflichten und Entlohnung (falls zutreffend) ihres/ihrer Vertreter/s, die Dauer des Vertretungszeitraums und andere relevanten Bedingungen seiner/ihrer Vertretung fest.

8.2. Verfahren

(i) Der Vorstand trifft sich auf Anfrage eines Geschäftsführers, an dem in der Einberufung genannten Ort, der grundsätzlich im Großherzogtum Luxemburg liegt.

(ii) Eine schriftliche Mitteilung über jede Vorstandssitzung wird an alle Geschäftsführer mindestens vierundzwanzig (24) Stunden im voraus an alle Geschäftsführer verschickt, ausgenommen in Notfällen, deren Art und Umstände in der Einberufung der Besprechung dargelegt werden.

(iii) Eine Einberufung ist nicht erforderlich, wenn alle Vorstandsmitglieder zugegen oder vertreten sind und wenn sie erklären, dass sie vollständige Kenntnis der Tagesordnung der Besprechung haben. Auf eine Einberufung der Sitzung kann auch von einem Geschäftsführer, entweder vor oder nach der Sitzung, verzichtet werden. Separate schriftliche Einberu-

fungen sind nicht erforderlich für Sitzungen, die zu Zeiten und an Orten abgehalten werden, die in einem zuvor vom Vorstand angenommenen Zeitplan angegeben sind.

(iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vollmacht erteilen, um sich bei Vorstandssitzungen vertreten zu lassen.

(v) Der Vorstand kann nur beraten oder rechtskräftig handeln, wenn bei Vorstandssitzungen eine Mehrheit der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist, einschließlich mindestens eines Kategorie-A-Geschäftsführers und eines Kategorie-B-Geschäftsführers im Fall, dass das/die Gesellschafter die Geschäftsführer als Kategorie-A-Geschäftsführer und Kategorie-B-Geschäftsführer qualifiziert hat/haben. Entscheidungen sind durch Mehrheitsbeschluss der bei einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer zu treffen, einschließlich der Stimme von mindestens einem Kategorie-A-Geschäftsführer und der Stimme von einem Kategorie-B-Geschäftsführer im Fall, dass das/die Gesellschafter die Geschäftsführer als Kategorie-A-Geschäftsführer und Kategorie-B-Geschäftsführer qualifiziert hat/haben.

(vi) Bei jeder Sitzung wählt der Vorstand einen Präsidenten aus seinen Mitgliedern, und gegebenenfalls einen Sekretär. Der Sekretär, oder wenn kein Sekretär ernannt wurde, der Präsident verfasst das Protokoll der Sitzung welches durch den Präsidenten und den Sekretär oder, wenn kein Sekretär ernannt wurde, durch den Präsidenten und einen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Gegebenfalls werden die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters von ihm/ihr auch schriftlich verfasst und unterzeichnet. Kopien und Auszüge von solchen Originalprotokollen die in Prozessverfahren oder an Dritte geliefert werden müssen werden, wie es der Fall sein kann, vom Präsidenten und vom Sekretär oder von einem Geschäftsführer falls kein Sekretär ernannt wurde, oder durch den alleinigen Gesellschafter unterzeichnet.

(vii) Jeder Geschäftsführer kann an einer Vorstandssitzung per Telefon oder Videokonferenz oder über ein anderes Kommunikationsmedium teilnehmen, das allen an der Sitzung teilnehmenden Personen erlaubt, einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu sprechen. Die Teilnahme über diese Medien gilt als persönliche Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung. Die Sitzung wird mit dem Datum der Abhaltung datiert. Die Entscheidung wird mit dem Datum der Abhaltung der Sitzung wirksam. Das Protokoll wird von dem Geschäftsführer, der über diese Medien an der Sitzung teilgenommen hat, später unterzeichnet.

(viii) Umlaufbeschlüsse, die von allen Geschäftsführern unterschrieben sind (die „Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführer“) sind gültig und verbindlich, als ob diese bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Vorstandssitzung gefasst worden wären, und sie tragen das Datum der letzten Unterschrift.

8.3. Vertretung

(i) Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die alleinige Unterschrift eines Geschäftsführers oder die gemeinsame Unterschrift eines Kategorie-A-Geschäftsführers und eines Kategorie-B-Geschäftsführers der Gesellschaft vertreten, für den Fall, dass der/die Gesellschafter die Geschäftsführer als Kategorie-A-Geschäftsführer und Kategorie-B-Geschäftsführer qualifiziert hat/haben, oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von jeder/allen Person/en, an die solch eine Unterschriftsvollmacht rechtsgültig gemäß den Artikeln 8.1 (ii) und 8.3 (ii) dieser Artikel übertragen worden.

(ii) Das Unternehmen wird gegenüber Dritten auch durch die Unterschrift einer/aller Person/en, der/denen vom Vorstand spezielle Befugnisse übertragen worden sind, vertreten.

Art. 9. Alleiniger Geschäftsführer.

9.1 Wenn die Gesellschaft von einem einzigen Geschäftsführer geführt wird, dann ist jede Bezugnahme in der Satzung auf den Vorstand oder auf die Geschäftsführer als Bezugnahme auf diesen alleinigen Geschäftsführer zu lesen, soweit angemessen.

9.2. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers gebunden.

9.3. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten auch durch die Unterschrift einer/aller Person/en, der/denen spezielle Befugnisse übertragen worden sind, gebunden.

Art. 10. Haftung der Geschäftsführer und Entschädigung.

10.1. Die Geschäftsführer können nicht, aufgrund ihres Mandats, persönlich haftbar gemacht werden für von ihnen rechtmäßig im Namen des Unternehmens eingegangene Verpflichtungen, vorausgesetzt, dass diese Verpflichtungen den Statuten und dem Gesetz entsprechen.

10.2. Gemäß Artikel 10.3, aber unbeschadet der Entschädigung auf die ein jeweiliger Geschäftsführer anderweitig ein Anrecht hat:

(a) Ist jeder betroffene Geschäftsführer aus dem Vermögen der Gesellschaft schadlos zu halten für alle Kosten, Gebühren, Verluste, Ausgaben und Haftungen, die ihm als jeweiliger Geschäftsführer entstehen in der tatsächlichen oder behaupteten Wahrnehmung bzw. Erfüllung seiner Pflichten, oder in Bezug auf diese, und einschließlich (in jedem Fall) einer Haftung, die ihm bei der Verteidigung in einem Zivil- oder Strafverfahren entsteht, in dem zu seinen Gunsten entschieden wird oder in dem er freigesprochen wird oder wenn das Verfahren anderweitig beendet wird, ohne dass eine wesentliche Pflichtverletzung seinerseits festgestellt wird, oder in Verbindung mit einem Antrag, in dem das Gericht ihm in seiner Eigenschaft als jeweiliger Geschäftsführer die Haftungsfreistellung für Fahrlässigkeit, Verzug, Pflichtverletzung oder Vertrauensbruch in Bezug auf die Geschäfte des Unternehmens (oder eines verbundenen Unternehmens) gewährt hat; und

(b) die Gesellschaft kann jedem betroffenen Geschäftsführer Geldmittel zur Verfügung stellen, um ihm entstandene oder noch entstehende Ausgaben in Zusammenhang mit Verfahren oder einem Antrag, auf den in Artikel 10.2(a) Bezug

genommen wird, zu bestreiten, und kann alle Schritte ergreifen, um einen den jeweiligen Geschäftsführer in die Lage zu versetzen, zu vermeiden, dass ihm solche Ausgaben entstehen.

10.3. Dieser Artikel autorisiert keine Entschädigung, die nach den Bestimmungen des anwendbaren Rechts verboten oder unwirksam ist; die vorstehenden Ausführungen gelten insbesondere im Hinblick auf die Beschränkungen des KAGB, die auf das Unternehmen anwendbar sind.

10.4. Die Geschäftsführer können entscheiden, eine Versicherung auf Kosten des Unternehmens zum Nutzen jedes jeweiligen Geschäftsführers abzuschließen und aufrechtzuerhalten in Bezug auf Verluste oder Haftungen, die einem betroffenen Geschäftsführer bereits entstanden sind oder noch entstehen werden, in Zusammenhang mit den Pflichten oder Befugnissen der Gesellschaft und jedes verbundenen Unternehmens.

10.5. In diesem Artikel:

(a) gelten Gesellschaften als verbunden, wenn eines ein Tochterunternehmen des anderen oder beide Tochterunternehmen derselben juristischen Person sind; und

(b) der Begriff „Geschäftsführer“ bezeichnet einen Geschäftsführer oder Defacto-Geschäftsführer (oder ehemaligen Geschäftsführer oder andere De-facto-Geschäftsführer) des Unternehmens oder eines verbundenen Unternehmens.

IV. Gesellschafter

Art. 11. Generalversammlung der Gesellschafter und Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter.

11.1. Befugnisse und Stimmrechte

(i) Beschlüsse der Gesellschafter werden bei einer Generalversammlung der Gesellschafter (die „Generalversammlung“) oder im Wege von Umlaufbeschlüssen (die „Umlaufbeschlüsse der Mitglieder“) falls die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft weniger oder gleich fünfundzwanzig (25) ist, angenommen.

(ii) Wenn Beschlüsse im Wege von Umlaufbeschlüssen der Gesellschaft anzunehmen sind, wird der Text der Beschlüsse in Übereinstimmung mit der Satzung an alle Gesellschafter gesendet. In solch einem Fall gibt jeder Gesellschafter Mitglied seine Stimme schriftlich ab. Wenn die Beschlüsse angenommen sind, dann sind Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter rechtsgültig und verbindlich, so als ob sie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Generalversammlung angenommen worden wären, und sie tragen das Datum der letzten Unterschrift.

(iii) Jeder Anteil berechtigt zu einer (1) Stimme.

11.2. Einberufungen, Beschlussfähigkeit, Mehrheit und Abstimmungsverfahren

(i) Die Gesellschafter werden zu Generalversammlungen einberufen oder schriftlich konsultiert auf Initiative eines Geschäftsführers oder Gesellschafters, der mehr als eine Hälfte (1/2) des Gesellschaftskapitals vertritt.

(ii) Eine schriftliche Einberufung jeder Generalversammlung wird an alle Gesellschafter mindestens acht (8) Kalendertage vor dem Versammlungsdatum verschickt, ausgenommen in Notfällen, deren Art und Umstände in der Einberufung der Sitzung festgelegt sind.

(iii) Generalversammlungen werden an den Orten und zu den Zeiten abgehalten, die in den Einberufungen spezifiziert sind.

(iv) Wenn alle Gesellschafter zugegen oder vertreten sind und sich als ordnungsgemäß geladen und über die Tagesordnung der Versammlung informiert erachten, kann die Generalversammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

(v) Ein Mitglied kann einer anderen Person eine Vollmacht geben, unabhängig davon, ob diese Person ein Gesellschafter ist oder nicht, um sich bei einer Generalversammlung vertreten zu lassen.

(vi) Beschlüsse, die auf Generalversammlungen oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter anzunehmen sind, werden von Gesellschaftern verabschiedet, die mehr als die Hälfte (1/2) des Gesellschaftskapitals besitzen. Wenn diese Mehrheit bei der ersten Generalversammlung oder der ersten schriftlichen Konsultation nicht erreicht wird, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Generalversammlung einberufen oder ein zweites Mal konsultiert, und die Beschlüsse werden bei der Generalversammlung oder durch Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter von der Mehrheit der abgegebenen Stimmen verabschiedet, unabhängig vom Anteil des Gesellschaftskapitals, den diese vertreten.

(vii) Die Satzung wird geändert mit der Zustimmung einer (zahlenmäßigen) Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens dreiviertel (3/4) des Gesellschaftskapitals besitzen. Änderungen der Satzung der Gesellschaft bedürfen der Genehmigung des Verwahrers.

(viii) Jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft und jede Erhöhung der Verpflichtungen eines Gesellschafters der Gesellschaft erfordern die Einstimmigkeit der Gesellschafter.

Art. 12. Alleiniger Gesellschafter.

12.1. Wenn die Anzahl der Gesellschafter auf eins (1) reduziert ist, übt der alleinige Gesellschafter alle Befugnisse aus, die ihm per Gesetz durch die Generalversammlung eingeräumt wurden.

12.2. Jede Bezugnahme in der Satzung auf die Gesellschafter und die Generalversammlung oder auf Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter ist als Bezugnahme auf diesen alleinigen Gesellschafter oder die Beschlüsse des zuletzt genannten zu lesen, soweit angebracht.

12.3. (vi) Die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafter werden in Protokollen aufgezeichnet oder schriftlich abgefasst.

V. Jahresabschlüsse - Zuweisung von Gewinnen - Überwachung

Art. 13. Finanzjahr und Genehmigung von Jahresabschlüssen.

13.1. Das Finanzjahr beginnt am ersten (1.) Juli jeden Jahres und endet am dreißigsten (30.) Juni des Folgejahres.

13.2. Der Vorstand erstellt jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung sowie ein Inventar, das den Wert der Aktiva und Passiva der Gesellschaft angibt, mit einem Anhang, der die Verpflichtungen des Unternehmens und die Schulden des/der Geschäftsführer/s und der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft zusammenfasst.

13.3. Jeder Gesellschafter darf das Inventar und die Bilanz am eingetragenen Sitz überprüfen.

13.4. Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung werden bei der jährlichen Generalversammlung oder im Wege des Umlaufbeschlusses der Gesellschafter innerhalb von sechs (6) Monaten nach dem Ende des Finanzjahrs genehmigt.

13.5. Falls die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) übersteigt, ist die jährliche Generalversammlung jedes Jahr am dritten Dienstag im Juni um 15:00 Uhr am eingetragenen Sitz der Gesellschaft abzuhalten. Falls dieser kein Tag sein sollte, an dem Banken für den allgemeinen Geschäftsverkehr in der Stadt Luxemburg geöffnet sind (d.h. ein „Werktag“), dann ist diese am darauf folgenden Geschäftstag zur selben Zeit und am selben Ort abzuhalten.

Art. 14. Abschlussprüfer - unabhängige/r Wirtschaftsprüfer.

14.1. Falls die Anzahl der Mitglieder der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) übersteigt, ist die Überwachung der Gesellschaft einem oder mehreren Abschlussprüfer(n) (commissaire(s)) anzuvertrauen, welche(r) Gesellschafter sein können aber nicht müssen.

14.2. Die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft wird von einem oder mehreren unabhängigen Wirtschaftsprüfer(n) (réviseur(s) d'entreprises) überwacht, wenn dies gesetzlich vorgeschrieben ist.

14.3. Die Gesellschafter ernennen den Abschlussprüfer (commissaire), falls anwendbar und den unabhängigen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises), falls anwendbar, und bestimmen deren Anzahl, Entlohnung und die Amtsdauer, die sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf. Der Abschlussprüfer (commissaire) und der unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises) können wieder ernannt werden.

14.4. Die Gesellschaft Unternehmen stellt HANSAINVEST und dem Verwahrer monatliche Vermögensaufstellungen zur Verfügung, die den in § 249 Abs. 2 und 3 KAGB definierten Anforderungen entsprechen. Die Aktionäre erhalten jährliche Jahresabschlüsse an jedem Abschlussstichtag. Der Jahresabschluss ist von einem Wirtschaftsprüfer zu überprüfen und mit einem Bestätigungsvermerk des Wirtschaftsprüfers zu versehen.

Art. 15. Zuweisung von Gewinnen.

15.1. Aus den jährlichen Nettogewinnen der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) der gesetzlich vorgeschriebenen Rückstellung zugeführt. Diese Zuweisung ist nicht länger erforderlich, wenn die gesetzlichen Rücklagen einen Betrag erreichen, der zehn Prozent (10%) des Stammkapitals entspricht.

15.2. Die Gesellschafter entscheiden, wie über den Saldo der Jahresnettogewinne verfügt wird. Sie können diesen der Auszahlung von Dividenden zuweisen, ihn auf ein Rücklagenkonto überweisen oder ihn vortragen.

Alle Ausschüttungen sind in der folgenden Reihenfolge vorzunehmen:

- die Halter von Klasse-A-Anteilen sind berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Sechzig Prozent (0,60%) des Nennwerts der Klasse-A-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-B-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Fünfundfünfzig Prozent (0,55%) des Nennwerts der Klasse-B-Anteile, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-C-Anteile berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma fünfzig Prozent (0,50%) des Nennwerts der Klasse-C-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-D-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Fünfundvierzig Prozent (0,45%) des Nennwerts der Klasse-D-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-E-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Vierzig Prozent (0,40%) des Nennwerts der Klasse-E-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-F-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Fünfunddreißig Prozent (0,35%) des Nennwerts der Klasse-F-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-G-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Dreißig Prozent (0,30%) des Nennwerts der Klasse-G-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-H-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Fünfundzwanzig Prozent (0,25%) des Nennwerts der Klasse-H-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-I-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Zwanzig Prozent (0,20%) des Nennwerts der Klasse-I-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- Ist der Saldo des gesamten ausgeschütteten Betrags in der Gesamtheit den Haltern der letzten Klasse in der umgekehrten alphabetischen Reihenfolge zuzuweisen (d.h. zuerst Klasse-J-Anteile, dann, wenn keine Klasse-J-Anteile vorhanden sind, Klasse-I-Anteile und so weiter bis nur noch Klasse-A-Anteile vorhanden sind).

Sollte die ganze letzte ausstehende Anteilsklasse zum Zeitpunkt der Ausschüttung (nach umgekehrter alphabetischer Reihenfolge, z.B. Klasse-J-Anteile) infolge von Rücknahme annulliert, zurückgekauft oder anderweitig aufgehoben worden sein, dann wird der Rest einer Dividendenausschüttung der vorangegangenen letzten ausstehenden Anteilsklasse in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge (z.B. Klasse-I-Anteile wenn Klasse-J-Anteile annulliert worden sind), zugewiesen.

15.3. Zwischendividenden können jederzeit unter den folgenden Voraussetzungen ausgeschüttet werden:

- (i) Der Vorstand erstellt Zwischenabschlüsse;
- (ii) diese Zwischenabschlüsse weisen aus, dass ausreichend Gewinne und andere verfügbare Rückstellungen (einschließlich Agio) für die Ausschüttung verfügbar sind; und
- (iii) die Entscheidung, Zwischendividenden auszuschütten muss vom Vorstand innerhalb von zwei (2) Monaten nach dem Datum der Zwischenabschlüsse getroffen werden.

VI. Auflösung - Liquidation

Art. 16.

16.1. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss von Gesellschaftern aufgelöst werden, wenn der Beschluss von einer Hälfte (1/2) der Gesellschafter, die dreiviertel (3/4) des Gesellschaftskapitals halten, angenommen wird. Die Gesellschafter ernennen einen oder mehrere Liquidatoren, die nicht Gesellschafter sein müssen, um die Liquidation abzuwickeln und bestimmen deren Anzahl, Befugnisse und die Entlohnung. Wenn von den Gesellschaftern nichts anderes entschieden wird, haben die Liquidatoren die weitest gehenden Befugnisse, die Aktiva zu verwerten und die Verbindlichkeiten der Gesellschaft zu bezahlen.

16.2. Nach Bezahlung aller Schulden und aller Belastungen der Gesellschaft und der Kosten der Liquidation, werden die Netto-Liquidationsgewinne an die Gesellschafter ausgeschüttet in Übereinstimmung mit den Ausschüttungsregeln um wirtschaftlich betrachtet dasselbe Resultat wie die Ausschüttungsregeln, die für die Ausschüttung von Dividenden festgelegt worden sind, zu erreichen.

VII. Allgemeine Bestimmungen

Art. 17.

17.1. Jegliche Mitteilungen und Kommunikationen oder deren Verzicht, die Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführer sowie die Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter können schriftlich, per Fax, E-Mail über andere elektronischen Kommunikationsmedien ergehen.

17.2. Vollmachten werden über eines der oben beschriebenen Kommunikationsmittel gewährt. Vollmachten in Zusammenhang mit Vorstandssitzungen können auch von einem Geschäftsführer in Übereinstimmung mit diesen Bedingungen, die der Vorstand annehmen kann, gewährt werden.

17.3. Unterschriften können handschriftlich oder in elektronischer Form erfolgen, vorausgesetzt, dass sie alle rechtlichen Anforderungen erfüllen und als den handschriftlichen Unterschriften gleichwertig anerkannt werden. Unterschriften der Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführer oder der Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter, je nachdem wie der Fall liegt, werden auf einem Original oder auf mehreren Gegenstücken desselben Dokuments angebracht, wobei alle zusammen ein und dasselbe Dokument darstellen.

17.4. Alle Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich in der Satzung geregelt sind, werden per Gesetz bestimmt sowie den Verträgen welche von den Gesellschaftern von Zeit zu Zeit eingegangen werden können, sofern diese nicht zwingendem gesetzlichen Bestimmungen widersprechen.“

No further item being on the agenda of the Meeting and none of the shareholders present or represented asking to speak, the Chairman then adjourned the Meeting.

Costs

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately evaluated at five thousand four hundred Euros (€ 5,400).

Statement

The undersigned notary, who understands and speaks English and French, states herewith that, on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same appearing party, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of the document.

After reading the present deed to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the said proxyholder has signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la version en langue française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le onze mars.

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

A COMPARU:

Best Value Europe I Platform S.à r.l., une société de droit luxembourgeoise, ayant son siège social au 1, rue Isaac Newton, L-2242 Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 203.320 (l'Associée Unique”);

ici représentée par Monsieur Gérard STEVENS, avocat, demeurant professionnellement au 3b, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée; laquelle procuration, après avoir été signée “ne varietur” par le mandataire agissant pour le compte de la partie comparante et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec lui.

Laquelle partie comparante, représentée comme dit ci-avant, déclare et requiert le notaire instrumentant de:

- constater que la société à responsabilité limitée “ Best Value Europe I Platform S.à r.l.”est l'Associée Unique de la société à responsabilité limitée Francois 1^{er} S.à r.l., établie et ayant son siège social à L-2242 Luxembourg, 1, rue Isaac Newton, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 203.520, a été constituée suivant acte reçu par Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 18 janvier 2016, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

- faire acter les résolutions suivantes qui ont été prises dans le meilleur intérêt de la Société, suivant l'ordre du jour ci-dessous:

1. Transfert du siège social de la Société à L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer, et modification subséquente de l'article 2.1. des statuts de la société comme suit:

“The registered office of the Company is established in the municipality of Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (the “Board”). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.”

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant de EUR 1.192.200,- (un million cent quatre-vingt-douze mille deux cents Euros) par incorporation au capital d'une partie du compte de réserves librement distribuable (le «Compte 115») au capital social de la Société pour le porter de son montant actuel de EUR 13.400,- (treize mille quatre cents Euros) à un montant de EUR 1.205.600,- (un million deux cent cinq mille six cents Euros) par l'émission de:

- 10.806 (six mille huit cent six) parts sociales additionnelles de classe A d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune (“les Parts Sociales de Classe A”);

- 12.046 (douze mille quarante-six) parts sociales additionnelles de classe B d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune (“les Parts Sociales de Classe B”);

- 12.046 (douze mille quarante-six) parts sociales additionnelles de classe C d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune (“les Parts Sociales de Classe C”);

- 12.046 (douze mille quarante-six) parts sociales additionnelles de classe D d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune (“les Parts Sociales de Classe D”);

- 12.046 (douze mille quarante-six) parts sociales additionnelles de classe E d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune (“les Parts Sociales de Classe E”);

- 12.046 (douze mille quarante-six) parts sociales additionnelles de classe F d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune (“les Parts Sociales de Classe F”);

- 12.046 (douze mille quarante-six) parts sociales additionnelles de classe G d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune (“les Parts Sociales de Classe G”);

- 12.046 (douze mille quarante-six) parts sociales additionnelles de classe H d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune (“les Parts Sociales de Classe H”);

- 12.046 (douze mille quarante-six) parts sociales additionnelles de classe I d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune (“les Parts Sociales de Classe I”);

- 12.046 (douze mille quarante-six) parts sociales additionnelles de classe J d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune (“les Parts Sociales de Classe J”);

ensemble avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 10.850.800,- (dix millions huit cent cinquante mille huit cents Euros);

3. Souscription et libération de toutes les parts sociales, ensemble avec la prime d'émission d'un montant de EUR 10.850.800,- (dix millions huit cent cinquante mille huit cents Euros) par l'apport d'un montant total de EUR 12.043.000,- (douze millions quarante-trois mille Euros) du Compte 115;

4. Modification de l'article 5.1 des statuts de la Société afin de refléter l'augmentation de capital envisagée;

5. Suppression de l'article 3.3. des statuts de la Société et renumérotation subséquente des articles 3.4, 3.5 et 3.6 des statuts de la Société;

6. Modification de l'article 8.2. des statuts la Société, comme suit:

“The Board shall elect a chairman among its members and as the case may be, a secretary for each meeting. The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of managers, which shall be signed by the chairman and by the secretary or, if no secretary was appointed, by the chairman and one manager. The sole manager, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions. Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman and by the secretary or a by manager in case no secretary was appointed, or by the sole manager, as the case may be”;

7. Refonte des statuts de la Société afin de remplacer la version française par une version allemande, et

8. Divers.

Première résolution

L'Associée Unique décide changer le siège social de la Société à L-8080 Bertrange, 1, rue Pletzer, et de modifier subséquemment l'article 2.1 des statuts comme suit:

“The registered office of the Company is established in the municipality of Bertrange, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (the “Board”). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles”.

Deuxième résolution

L'Associée Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de EUR 1.192.200,- (un million cent quatre-vingt-douze mille deux cents Euros) pour le porter de son montant actuel de EUR 13.400,- (treize mille quatre cents Euros) à un montant de EUR 1.205.600,- (un million deux cent cinquante mille six cents Euros).

Troisième résolution

L'Associée Unique décide d'émettre:

- 10.806 (dix mille huit cent six) parts sociales additionnelles de classe A d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune (“les Parts Sociales de Classe A”);

- 12.046 (douze mille quarante-six) parts sociales additionnelles de classe B d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune (“les Parts Sociales de Classe B”);

- 12.046 (douze mille quarante-six) parts sociales additionnelles de classe C d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune (“les Parts Sociales de Classe C”);

- 12.046 (douze mille quarante-six) parts sociales additionnelles de classe D d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune (“les Parts Sociales de Classe D”);

- 12.046 (douze mille quarante-six) parts sociales additionnelles de classe E d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune (“les Parts Sociales de Classe E”);

- 12.046 (douze mille quarante-six) parts sociales additionnelles de classe F d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune (“les Parts Sociales de Classe F”);

- 12.046 (douze mille quarante-six) parts sociales additionnelles de classe G d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune (“les Parts Sociales de Classe G”);

- 12.046 (douze mille quarante-six) parts sociales additionnelles de classe H d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune (“les Parts Sociales de Classe H”);

- 12.046 (douze mille quarante-six) parts sociales additionnelles de classe I d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune (“les Parts Sociales de Classe I”);

- 12.046 (douze mille quarante-six) parts sociales additionnelles de classe J d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune (“les Parts Sociales de Classe J”);

ensemble avec le paiement d'une prime d'émission d'un montant de EUR 10.850.800,- (dix millions huit cent cinquante mille huit cents Euros).

Intervention - Souscription - Libération

Est intervenu ensuite Monsieur Gérald STEVENS, agissant en sa qualité de mandataire spécial de l'Associée Unique, en vertu d'une procuration lui délivrée le 10 mars 2016, laquelle restera annexée au présent acte.

Le comparant déclare:

- souscrire et libérer entièrement 10.806 (dix mille huit cent six) Parts Sociales de Classe A d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune, pour un montant total de EUR 108.060,- (cent huit mille soixante Euros);

- souscrire et libérer entièrement 12.046 (douze mille quarante-six) Parts Sociales de Classe B d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune, pour un montant total de EUR 120.460,- (cent vingt mille quatre cent soixante Euros);

- souscrire et libérer entièrement 12.046 (douze mille quarante-six) Parts Sociales de Classe C d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune, pour un montant total de EUR 120.460,- (cent vingt mille quatre cent soixante Euros);

- souscrire et libérer entièrement 12.046 (douze mille quarante-six) Parts Sociales de Classe D d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune, pour un montant total de EUR 120.460,- (cent vingt mille quatre cent soixante Euros);
- souscrire et libérer entièrement 12.046 (douze mille quarante-six) Parts Sociales de Classe E d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune, pour un montant total de EUR 120.460,- (cent vingt mille quatre cent soixante Euros);
- souscrire et libérer entièrement 12.046 (douze mille quarante-six) Parts Sociales de Classe F d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune, pour un montant total de EUR 120.460,- (cent vingt mille quatre cent soixante Euros);
- souscrire et libérer entièrement 12.046 (douze mille quarante-six) Parts Sociales de Classe G d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune, pour un montant total de EUR 120.460,- (cent vingt mille quatre cent soixante Euros);
- souscrire et libérer entièrement 12.046 (douze mille quarante-six) Parts Sociales de Classe H d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune, pour un montant total de EUR 120.460,- (cent vingt mille quatre cent soixante Euros);
- souscrire et libérer entièrement 12.046 (douze mille quarante-six) Parts Sociales de Classe I d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune, pour un montant total de EUR 120.460,- (cent vingt mille quatre cent soixante Euros);
- souscrire et libérer entièrement 12.046 (douze mille quarante-six) Parts Sociales de Classe J d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euros) chacune, pour un montant total de EUR 120.460,- (cent vingt mille quatre cent soixante Euros);
- libérer la prime d'émission d'un montant de EUR 10,850,800,- (dix millions huit cent cinquante mille huit cents Euro);

par l'apport en capital d'un montant de EUR 12.043.000,- (douze millions quarante-trois mille Euros) d'une partie d'un compte réserve librement distribuable (le «Compte 115»).

Preuve de l'existence d'un montant suffisant dans le Compte 115 de la Société a été donnée au notaire instrument par une confirmation du conseil de gérance de la Société datée du 10 mars 2016.

Quatrième résolution

En conséquence des résolutions précédentes et de l'apport en capital du Compte 115, l'Associée Unique décide de modifier l'article 5.1 des statuts de la Société comme suit:

“ **Art. 5. Capital.** The Company's corporate capital is set at one million two hundred five thousand six hundred Euros (EUR 1,205,600), represented by:

- 12,056 (twelve thousand fifty six) class A corporate units (the “Class A Units”);
 - 12,056 (twelve thousand fifty six) class B corporate units (the “Class B Units”);
 - 12,056 (twelve thousand fifty six) class C corporate units (the “Class C Units”);
 - 12,056 (twelve thousand fifty six) class D corporate units (the “Class D Units”);
 - 12,056 (twelve thousand fifty six) class E corporate units (the “Class E Units”);
 - 12,056 (twelve thousand fifty six) class F corporate units (the “Class F Units”);
 - 12,056 (twelve thousand fifty six) class G corporate units (the “Class G Units”);
 - 12,056 (twelve thousand fifty six) class H corporate units (the “Class H Units”);
 - 12,056 (twelve thousand fifty six) class I corporate units (the “Class I Units”);
 - 12,056 (twelve thousand fifty six) class J corporate units (the “Class J Units”);
- all having a par value of ten Euros (EUR 10) each, all subscribed and fully paidup”.

Cinquième résolution

L'Associée Unique décide de supprimer l'article 3.3. des statuts de la Société et de renuméroter de façon subséquente les articles 3.4, 3.5 et 3.6 en articles 3.3, 3.4 et 3.5 des statuts de la Société.

Sixième résolution

L'Associée Unique décide de modifier l'article 8.2.vi des statuts de la Société comme suit:

“The Board shall elect a chairman among its members and as the case may be, a secretary for each meeting. The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of managers, which shall be signed by the chairman and by the secretary or, if no secretary was appointed, by the chairman and one manager. The sole manager, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions. Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman and by the secretary or a by manager in case no secretary was appointed, or by the sole manager, as the case may be”.

Septième résolution

L'Associée Unique décide, en conséquence de ce qui précède, de remplacer la version française des statuts de la Société par une version allemande, dont la teneur est la suivante:

I. Name - Eingetragener Sitz - Gegenstand - Dauer

Art. 1. Name. Der Name der Gesellschaft mit beschränkter Haftung (GmbH) ist „François 1^{er} S.à r.l.“ (das „Gesellschaft“). Die Gesellschaft ist eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (GmbH) (société à responsabilité limitée), die

den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburg und insbesondere dem Gesetz vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in der jeweils gültigen Fassung (das „Gesetz“) und dieser Satzung (die „Satzung“) unterliegt.

Art. 2. Eingetragener Sitz.

2.1. Der eingetragene Sitz der Gesellschaft liegt in der Gemeinde Bertrange, Großherzogtum Luxemburg. Dieser kann innerhalb der Gemeinde durch einfachen Beschluss des Vorstands (der „Vorstand“) verlegt werden. Der eingetragene Sitz kann an einen anderen Ort im Großherzogtum Luxemburg durch einen Beschluss der Gesellschafter, die im Einklang mit den für die Änderung der Satzung vorgeschriebenen Vorschriften handeln, verlegt werden.

2.2. Zweigstellen, Tochtergesellschaften oder andere Büros können im Großherzogtum Luxemburg oder im Ausland durch Beschluss des Vorstands gegründet werden. Wenn der Vorstand feststellt, dass außergewöhnliche politische oder militärische Entwicklungen oder Vorfälle eingetreten sind oder bevorstehen, und dass diese Entwicklungen oder Vorfälle die normalen Aktivitäten der Gesellschaft an ihrem eingetragenen Sitz oder die gewöhnliche Kommunikation zwischen solch einem Büro und Personen im Ausland stören könnten, kann der eingetragene Sitz zeitweilig bis zur vollständigen Beendigung dieser Umstände ins Ausland verlegt werden. Diese zeitweiligen Maßnahmen haben keine Auswirkung auf die Nationalität der Gesellschaft, die ungeachtet der temporären Verlegung ihres eingetragenen Sitzes eine in Luxemburg eingetragene Gesellschaft bleibt.

Art. 3. Gesellschaftszweck.

3.1. Die Gesellschaft ist eine Immobiliengesellschaft gemäß §§ 234 ff. des deutschen Kapitalanlagegesetzbuches (KAGB) und unterliegt daher den Bestimmungen des KAGB. Der Gesellschaftszweck ist beschränkt auf diejenigen Aktivitäten, welche die HANSAINVEST Hanseatische Investment-Gesellschaft mit beschränkter Haftung („HANSAINVEST“) im Namen des alternativen Investmentfonds mit feststehenden Investitionsregeln mit Schwerpunkt auf Immobilienvermögen mit dem Namen „Best Value Europe I“ („der Fonds“) ausüben darf.

Der Gesellschaftszweck besteht daher im Erwerb, Halten, in der Verwaltung und Veräußerung von Immobilien, die von der HANSAINVEST auf Rechnung des Fonds gemäß §§ 231 ff. KAGB sowie gemäß den Investmentregeln des Fonds erworben werden können, und im Erwerb, Halten, in der Verwaltung und Veräußerung von Beteiligungen an anderen Immobiliengesellschaften gemäß §§ 234 ff. KAGB, deren Ziel auf diejenigen Aktivitäten beschränkt ist, welche die HANSAINVEST im Namen des Fonds gemäß dem deutschen Kapitalanlagegesetzbuch (KAGB) sowie den anwendbaren Investitionsregeln des Fonds ausführen darf.

3.2. Die Gesellschaft kann in Übereinstimmung mit § 235 Abs. 1 Nr. 2 und § 231 Abs. 3 KAGB Waren erwerben, die für die Verwaltung ihres Gesellschaftsvermögens benötigt werden. Der Erwerb von Immobilienvermögen ist nur gestattet, wenn die Beteiligung an Immobilienvermögen zuvor von (einem) kompetenten Sachverständigen, der von HANSAINVEST benannt wurde, bewertet wurde. Der Erwerb einer Beteiligung an einer Immobiliengesellschaft ist des Weiteren nur gestattet, wenn die Beteiligung zuvor von einem Wirtschaftsprüfer gemäß 319 Abs. 1 des deutschen Handelsgesetzbuchs (HGB) bewertet wurde.

3.3. Die Gesellschaft kann, innerhalb der Beschränkungen des KAGB, in jedweder Form Geld leihen, mit Ausnahme eines öffentlichen Kaufangebots. Den Beschränkungen des KAGB unterliegend, kann sie nur im Wege einer Privatplatzierung Schuldscheine, Obligationen, Pfandbriefe und jede Art von Schulden bzw. Beteiligungspapiere herausgeben. Den Beschränkungen des KAGB unterliegend, kann die Gesellschaft Beteiligungen an Krediten erwerben bzw. Gelder verleihen einschließlich der Erlöse von Anleihen bzw. Herausgabe von Schuldverschreibungen an ihre Tochterunternehmen, verbundene Unternehmen oder an jedes andere Unternehmen, das einen Teil der Unternehmensgruppe bildet, zu der die Gesellschaft gehört. Den Beschränkungen des KAGB unterliegend, ist es der Gesellschaft gestattet, Kredite aufzunehmen und zu halten sowie Wertpapiere als Sicherheiten (auch in der Form eines Sicherheitenrechts oder einer Grundstückslast) zum beabsichtigten Erwerb von Vermögenswerten zu verwenden.

3.4. Die Gesellschaft kann jegliche Techniken und Instrumente in Bezug auf seine Investitionen zum Zweck von deren effizienten Verwaltung einsetzen, einschließlich Techniken und Instrumente, die ausgelegt sind, die Gesellschaft gegen Risiken, wie z.B. Kreditrisiken, Währungsumtausch, Zinsrisiko und andere Risiken zu schützen.

3.5. Die Gesellschaft kann alle Geschäftstransaktionen durchführen und alle Maßnahmen ergreifen, die im Hinblick auf das Erreichen des oben detailliert beschriebenen Zwecks erforderlich sind, insofern diese gemäß KAGB und den anwendbaren Investitionsregeln des Fonds gestattet sind.

Art. 4. Dauer.

4.1. Die Gesellschaft wird auf unbegrenzte Zeit gegründet.

4.2. Die Gesellschaft wird nicht aufgrund von Tod, Außerkraftsetzung der bürgerlichen Rechte, Unfähigkeit, Insolvenz, Bankrott oder ähnlichen Anlässen, die einen oder mehrere Gesellschafter betreffen, aufgelöst.

II. Gesellschaftskapital - Gesellschaftsanteile

Art. 5. Kapital.

5.1. Das Stammkapital der Gesellschaft wird auf eine Million zweihundertfünftausendsechshundert Euro (1.205.600 Euro) festgesetzt, vertreten durch:

- Zwölftausendsechshundfünfzig (12.056) Klasse-A-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-A-Anteile“);

- Zwölftausendsechshundertfünfzig (12.056) Klasse-B-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-B-Anteile“);
- Zwölftausendsechshundertfünfzig (12.056) Klasse-C-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-C-Anteile“);
- Zwölftausendsechshundertfünfzig (12.056) Klasse-D-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-D-Anteile“);
- Zwölftausendsechshundertfünfzig (12.056) Klasse-E-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-E-Anteile“);
- Zwölftausendsechshundertfünfzig (12.056) Klasse-F-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-F-Anteile“);
- Zwölftausendsechshundertfünfzig (12.056) Klasse-G-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-G-Anteile“);
- Zwölftausendsechshundertfünfzig (12.056) Klasse-H-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-H-Anteile“);
- Zwölftausendsechshundertfünfzig (12.056) Klasse-I-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-I-Anteile“);
- Zwölftausendsechshundertfünfzig (12.056) Klasse-J-Gesellschaftsanteile (die „Klasse-J-Anteile“);

wobei alle einen Nennwert von zehn Euro (10 Euro) pro Stück haben und jeweils gezeichnet und voll eingezahlt sind.

5.2. Das Stammkapital der Gesellschaft kann ein oder mehrere Male durch einen Beschluss der Gesellschafter, die im Einklang mit den für die Änderung der Satzung vorgeschriebenen Bedingungen handeln, erhöht oder herabgesetzt werden.

5.2.1. Das Stammkapital der Gesellschaft kann durch den Rückkauf oder die Annullierung von Anteilen reduziert werden, vorausgesetzt, dass diese Annullierung die Gesamtheit der herausgegebenen Anteile in einer oder mehreren Klassen der Einheiten betrifft. Solche Rückkäufe oder Annullierungen von Anteilsklassen sind in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge vorzunehmen (beginnend mit den Klasse-J-Anteilen).

Im Fall einer Herabsetzung des Stammkapitals durch den Rückkauf und die Annullierung einer Anteilsklasse erhalten die Halter der zurückgekauften und annullierten Anteilsklassen von der Gesellschaft den Betrag, der dem Annullierungswert pro Anteil für jeden Anteil der relevanten Klasse, die von ihnen gehalten wird und die zurückgekauft und annulliert wurden, entspricht.

5.2.2. Der Annullierungswert pro Anteil ist durch Division des Gesamtannullierungsbetrags durch die Anzahl der in der Anteilsklasse, die zurückgekauft und annulliert wird, enthaltenen Anteile zu ermitteln.

5.2.3. Der Gesamtannullierungsbetrag ist der Betrag, der vom Vorstand auf Basis der relevanten Zwischenabschlüsse festgelegt und von den Gesellschaftern genehmigt wird. Der Gesamtannullierungsbetrag ist der verfügbare Betrag der relevanten Anteilsklasse zum Zeitpunkt der Annullierung der relevanten Anteilsklassen, soweit die Generalversammlung, die im Einklang mit den für die Satzungsänderung vorgeschriebenen Bestimmungen handelt, nichts anderes beschlossen hat. Dies jedoch unter der Voraussetzung, dass der Gesamtannullierungsbetrag niemals höher sein darf als der verfügbare Betrag.

5.2.4. Nach dem Rückkauf und der Annullierung der Anteile der betreffenden Anteilsklasse wird der Annullierungswert pro Anteil fällig und ist von der Gesellschaft zu zahlen.

5.3. Zusätzlich zum Stammkapital kann eine Einzahlung auf das Agio getätigt werden, auf das jegliche Agiozahlung für jeglichen Anteil angerechnet wird. Der Betrag des besagten Agios steht, je nach Situation, den Gesellschaftern oder dem Vorstand zur freien Verfügung.

Für die Zwecke dieses Artikels 5 werden die nachstehenden Wörter wie folgt definiert:

- „Verfügbarer Betrag“ bezeichnet (ohne Doppelzählung) den Betrag der Nettogewinne, die einer Anteilsklasse der Gesellschaft (einschließlich Gewinnvorträge) zugeordnet werden kann, insofern die Gesellschafter, die Anteile von der besagten Anteilsklasse halten, einen Anspruch auf Dividendenausschüttung haben, zuzüglich (i) aller frei ausschüttbarer Reserven (zur Klarstellung: dazu zählt auch die Agiorücklage) und (ii) gegebenenfalls des Betrags der Stammkapitalherabsetzung und der Minderung der gesetzlichen Rücklagen, die sich auf die Anteilsklasse bezieht, die annulliert wird, sofern diese Herabsetzung den gesetzlich verfügbaren Beträgen entspricht, abzüglich (i) aller Verluste (einschließlich Verlustvorträge) und (ii) aller Summen, die gemäß den gesetzlichen Anforderungen oder gemäß Satzung in die Rücklage (n) eingestellt werden müssen, jedes Mal wie in den relevanten Zwischenkonten ausgewiesen (zur Klarstellung: ohne Doppelzählung) so dass:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Wodurch:

AA = Verfügbarer Betrag;

NP = Nettogewinn, der der Anteilsklasse zuzurechnen ist (einschließlich Gewinnvorträge gemäß Festlegung für die relevante Anteilsklasse);

P = alle frei ausschüttbaren Reserven;

CR = der Betrag der Herabsetzung des Stammkapitals und der Herabsetzung der gesetzlichen Reserve in Bezug auf die zu annullierende Anteilsklasse soweit das den gesetzlich verfügbaren Beträgen entspricht;

L = Verluste (einschließlich Verlustvorträge);

LR = alle Summen, die gemäß den Anforderungen des Gesetzes oder der Satzung in die Rücklage(n) einzustellen sind.

- „Annullierungsbetrag pro Anteil“ bezeichnet den Annullierungsbetrag pro Anteil, der an einen Gesellschafter einer zurückgekauften und annullierten Anteil zu zahlen ist.

- „Zwischenkonten“ bezeichnet die Zwischenkonten der Gesellschaft zum Datum des relevanten Zwischenabschlusses.

- „Datum des Zwischenabschlusses“ bezeichnet das Datum, frühestens acht (8) Tage vor dem Datum des Rückkaufs und der Annullierung der relevanten Anteilklassen.
- „Gesamtannullierungsbetrag“ bezeichnet den als Rückkaufpreis für alle Anteile einer Anteilkategorie, die zurückgekauft und annulliert werden sollen, zu zahlenden Gesamtbetrag.
- „Anteile“ bezeichnet jeden Anteil des Unternehmens, der einen Nennwert von zehn Euro (10 Euro) pro Stück hat.“

Art. 6. Gesellschaftsanteile.

6.1. Die Gesellschaftsanteile sind unteilbar und die Gesellschaft erkennt nur einen (1) Eigentümer pro Gesellschaftsanteil an. Im Fall des gemeinsamen Eigentums eines oder mehrerer Gesellschaftsanteils(e), müssen die Gesellschafter einen (1) Eigentümer pro Gesellschaftsanteil benennen.

6.2. Gesellschaftsanteile sind unter den Gesellschaftern frei übertragbar.

Wenn die Gesellschaft nur einen einzigen Gesellschafter hat, sind die Gesellschaftsanteile frei auf Dritte übertragbar.

Wenn die Gesellschaft mehr als einen Gesellschafter hat, bedarf die Übertragung von Gesellschaftsanteilen (unter Lebenden) an Dritte der vorherigen Genehmigung der Gesellschafter, die mindestens dreiviertel (3/4) des Stammkapitals repräsentieren.

Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen an Dritte von Todes wegen muss von den Gesellschaftern, die mindestens dreiviertel (3/4) der Rechte, die im Besitz der Hinterbliebenen sind, repräsentieren, genehmigt werden.

Die Übertragung eines Gesellschaftsanteils ist der Gesellschaft oder Dritten gegenüber nur entgegenzuhalten innerhalb der Beschränkungen der Klausel 6.5 und sofern eine Zustellung an die Gesellschaft oder die Genehmigung der Gesellschaft in Einklang mit Artikel 1690 des luxemburgischen Zivilgesetzbuchs erfolgt ist.

6.3. Ein Gesellschafterregister wird am eingetragenen Sitz aufbewahrt und kann von jedem Mitglied auf Nachfrage eingesehen werden.

6.4. Die Gesellschaft darf ihre eigenen Anteile zurückkaufen, vorausgesetzt dass die Gesellschaft ausreichend ausschüttbare Rückstellungen für diesen Zweck zur Verfügung hat oder wenn die Rücknahme aus einer Herabsetzung des Stammkapitals der Gesellschaft resultiert.

6.5. Insofern und solange die Beteiligungen der HANSAINVEST auf Rechnung des Fonds gehalten werden, ist eine Verfügung über Aktien (oder über einen Teil derselben), die der HANSAINVEST gehören, nur zulässig mit der vorherigen Genehmigung des von HANSAINVEST gemäß §§ 80 ff. KAGB für den Fonds benannten Verwahrers (§ 84 Abs. 1 Z. 5 KAGB) (der „Verwahrer“). Dasselbe gilt für jede Belastung von Anteile, die Gewährung von Unter-Beteiligungen an einem Anteil und die Verfügung über gesonderte Rechte und Forderungen aus dem Gesellschaftsverhältnis. Zusätzlich bedürfen Verfügungen über das Vermögen der Gesellschaft der Genehmigung des Verwahrers.

III. Geschäftsführung - Vertretung

Art. 7. Ernennung und Entlassung von Geschäftsführern.

7.1. Die Gesellschaft wird von einem oder mehreren Geschäftsführer(n) geleitet, die durch einen Beschluss der Gesellschafter, welche deren Amtsdauer festlegen, ernannt werden. Die Geschäftsführer müssen keine Gesellschafter sein.

7.2. Die Geschäftsführer können durch einen Beschluss der Gesellschafter jederzeit entlassen werden (mit oder ohne Grund).

Art. 8. Vorstand. Wenn mehrere Geschäftsführer ernannt worden sind, dann bilden sie den Vorstand (den „Vorstand“). Der/die Gesellschafter kann/können entscheiden, die ernannten Geschäftsführer als Kategorie-A-Geschäftsführer (die „Kategorie-A-Geschäftsführer“) und Kategorie-B-Geschäftsführer (die „Kategorie-B-Geschäftsführer“) zu qualifizieren.

8.1. Befugnisse des Vorstands

(i) Alle Befugnisse, die nicht ausdrücklich vom Gesetz oder gemäß Satzung für den/die Gesellschafter reserviert sind, fallen unter die Zuständigkeit des Vorstands, der alle Befugnisse hat, alle Handlungen und Tätigkeiten, die mit den Gesellschaftszweck in Einklang stehen, auszuführen und zu genehmigen.

(ii) Spezielle und begrenzte Befugnisse können für bestimmte Angelegenheiten einem oder mehreren Vertretern des Vorstands übertragen werden.

(iii) Der Vorstand kann von Zeit zu Zeit seine Befugnisse für bestimmte Aufgaben an einen oder mehrere Ad-Hoc-Vertreter, der/die kein/e Mitglied/er oder Geschäftsführer der Gesellschaft sein müssen, delegieren. Der Vorstand legt die Befugnisse, Pflichten und Entlohnung (falls zutreffend) ihres/ihrer Vertreter/s, die Dauer des Vertretungszeitraums und andere relevanten Bedingungen seiner/ihrer Vertretung fest.

8.2. Verfahren

(i) Der Vorstand trifft sich auf Anfrage eines Geschäftsführers, an dem in der Einberufung genannten Ort, der grundsätzlich im Großherzogtum Luxemburg liegt.

(ii) Eine schriftliche Mitteilung über jede Vorstandssitzung wird an alle Geschäftsführer mindestens vierundzwanzig (24) Stunden im voraus an alle Geschäftsführer verschickt, ausgenommen in Notfällen, deren Art und Umstände in der Einberufung der Besprechung dargelegt werden.

(iii) Eine Einberufung ist nicht erforderlich, wenn alle Vorstandsmitglieder zugegen oder vertreten sind und wenn sie erklären, dass sie vollständige Kenntnis der Tagesordnung der Besprechung haben. Auf eine Einberufung der Sitzung kann auch von einem Geschäftsführer, entweder vor oder nach der Sitzung, verzichtet werden. Separate schriftliche Einberufungen sind nicht erforderlich für Sitzungen, die zu Zeiten und an Orten abgehalten werden, die in einem zuvor vom Vorstand angenommenen Zeitplan angegeben sind.

(iv) Ein Geschäftsführer kann einem anderen Geschäftsführer eine Vollmacht erteilen, um sich bei Vorstandssitzungen vertreten zu lassen.

(v) Der Vorstand kann nur beraten oder rechtskräftig handeln, wenn bei Vorstandssitzungen eine Mehrheit der Geschäftsführer anwesend oder vertreten ist, einschließlich mindestens eines Kategorie-A-Geschäftsführers und eines Kategorie-B-Geschäftsführers im Fall, dass das/die Gesellschafter die Geschäftsführer als Kategorie-A-Geschäftsführer und Kategorie-B-Geschäftsführer qualifiziert hat/haben.

Entscheidungen sind durch Mehrheitsbeschluss der bei einer Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer zu treffen, einschließlich der Stimme von mindestens einem Kategorie-A-Geschäftsführer und der Stimme von einem Kategorie-B-Geschäftsführer im Fall, dass das/die Gesellschafter die Geschäftsführer als Kategorie-A-Geschäftsführer und Kategorie-B-Geschäftsführer qualifiziert hat/haben.

(vi) Bei jeder Sitzung wählt der Vorstand einen Präsidenten aus seinen Mitgliedern, und gegebenenfalls einen Sekretär. Der Sekretär, oder wenn kein Sekretär ernannt wurde, der Präsident verfasst das Protokoll der Sitzung welches durch den Präsidenten und den Sekretär oder, wenn kein Sekretär ernannt wurde, durch den Präsidenten und einen Geschäftsführer unterzeichnet wird. Gegebenfalls werden die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters von ihm/ihr auch schriftlich verfasst und unterzeichnet. Kopien und Auszüge von solchen Originalprotokollen die in Prozessverfahren oder an Dritte geliefert werden müssen werden, wie es der Fall sein kann, vom Präsidenten und vom Sekretär oder von einem Geschäftsführer falls kein Sekretär ernannt wurde, oder durch den alleinigen Gesellschafter unterzeichnet.

(vii) Jeder Geschäftsführer kann an einer Vorstandssitzung per Telefon oder Videokonferenz oder über ein anderes Kommunikationsmedium teilnehmen, das allen an der Sitzung teilnehmenden Personen erlaubt, einander zu identifizieren, zu hören und miteinander zu sprechen. Die Teilnahme über diese Medien gilt als persönliche Teilnahme an einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Sitzung. Die Sitzung wird mit dem Datum der Abhaltung datiert. Die Entscheidung wird mit dem Datum der Abhaltung der Sitzung wirksam. Das Protokoll wird von dem Geschäftsführer, der über diese Medien an der Sitzung teilgenommen hat, später unterzeichnet.

(viii) Umlaufbeschlüsse, die von allen Geschäftsführern unterschrieben sind (die „Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführer“) sind gültig und verbindlich, als ob diese bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Vorstandssitzung gefasst worden wären, und sie tragen das Datum der letzten Unterschrift.

8.3. Vertretung

(i) Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die alleinige Unterschrift eines Geschäftsführers oder die gemeinsame Unterschrift eines Kategorie-A-Geschäftsführers und eines Kategorie-B-Geschäftsführers der Gesellschaft vertreten, für den Fall, dass der/die Gesellschafter die Geschäftsführer als Kategorie-A-Geschäftsführer und Kategorie-B-Geschäftsführer qualifiziert hat/haben, oder durch die gemeinsame oder alleinige Unterschrift von jeder/allen Person/en, an die solch eine Unterschriftsvollmacht rechtsgültig gemäß den Artikeln 8.1 (ii) und 8.3 (ii) dieser Artikel übertragen worden.

(ii) Das Unternehmen wird gegenüber Dritten auch durch die Unterschrift einer/aller Person/en, der/denen vom Vorstand spezielle Befugnisse übertragen worden sind, vertreten.

Art. 9. Alleiniger Geschäftsführer.

9.1 Wenn die Gesellschaft von einem einzigen Geschäftsführer geführt wird, dann ist jede Bezugnahme in der Satzung auf den Vorstand oder auf die Geschäftsführer als Bezugnahme auf diesen alleinigen Geschäftsführer zu lesen, soweit angemessen.

9.2. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch die Unterschrift des alleinigen Geschäftsführers gebunden.

9.3. Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten auch durch die Unterschrift einer/aller Person/en, der/denen spezielle Befugnisse übertragen worden sind, gebunden.

Art. 10. Haftung der Geschäftsführer und Entschädigung.

10.1. Die Geschäftsführer können nicht, aufgrund ihres Mandats, persönlich haftbar gemacht werden für von ihnen rechtmäßig im Namen des Unternehmens eingegangene Verpflichtungen, vorausgesetzt, dass diese Verpflichtungen den Statuten und dem Gesetz entsprechen.

10.2. Gemäß Artikel 10.3, aber unbeschadet der Entschädigung auf die ein jeweiliger Geschäftsführer anderweitig ein Anrecht hat:

(a) Ist jeder betroffene Geschäftsführer aus dem Vermögen der Gesellschaft schadlos zu halten für alle Kosten, Gebühren, Verluste, Ausgaben und Haftungen, die ihm als jeweiliger Geschäftsführer entstehen in der tatsächlichen oder behaupteten Wahrnehmung bzw. Erfüllung seiner Pflichten, oder in Bezug auf diese, und einschließlich (in jedem Fall) einer Haftung, die ihm bei der Verteidigung in einem Zivil- oder Strafverfahren entsteht, in dem zu seinen Gunsten entschieden wird oder in dem er freigesprochen wird oder wenn das Verfahren anderweitig beendet wird, ohne dass eine wesentliche Pflichtverletzung seinerseits festgestellt wird, oder in Verbindung mit einem Antrag, in dem das Gericht ihm in seiner Eigenschaft

als jeweiliger Geschäftsführer die Haftungsfreistellung für Fahrlässigkeit, Verzug, Pflichtverletzung oder Vertrauensbruch in Bezug auf die Geschäfte des Unternehmens (oder eines verbundenen Unternehmens) gewährt hat; und

(b) die Gesellschaft kann jedem betroffenen Geschäftsführer Geldmittel zur Verfügung stellen, um ihm entstandene oder noch entstehende Ausgaben in Zusammenhang mit Verfahren oder einem Antrag, auf den in Artikel 10.2(a) Bezug genommen wird, zu bestreiten, und kann alle Schritte ergreifen, um einen den jeweiligen Geschäftsführer in die Lage zu versetzen, zu vermeiden, dass ihm solche Ausgaben entstehen.

10.3. Dieser Artikel autorisiert keine Entschädigung, die nach den Bestimmungen des anwendbaren Rechts verboten oder unwirksam ist; die vorstehenden Ausführungen gelten insbesondere im Hinblick auf die Beschränkungen des KAGB, die auf das Unternehmen anwendbar sind.

10.4. Die Geschäftsführer können entscheiden, eine Versicherung auf Kosten des Unternehmens zum Nutzen jedes jeweiligen Geschäftsführers abzuschließen und aufrechtzuerhalten in Bezug auf Verluste oder Haftungen, die einem betroffenen Geschäftsführer bereits entstanden sind oder noch entstehen werden, in Zusammenhang mit den Pflichten oder Befugnissen der Gesellschaft und jedes verbundenen Unternehmens.

10.5. In diesem Artikel:

(a) gelten Gesellschaften als verbunden, wenn eines ein Tochterunternehmen des anderen oder beide Tochterunternehmen derselben juristischen Person sind; und

(b) der Begriff „Geschäftsführer“ bezeichnet einen Geschäftsführer oder Defacto-Geschäftsführer (oder ehemaligen Geschäftsführer oder andere De-facto-Geschäftsführer) des Unternehmens oder eines verbundenen Unternehmens.

IV. Gesellschafter

Art. 11. Generalversammlung der Gesellschafter und Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter.

11.1. Befugnisse und Stimmrechte

(i) Beschlüsse der Gesellschafter werden bei einer Generalversammlung der Gesellschafter (die „Generalversammlung“) oder im Wege von Umlaufbeschlüssen (die „Umlaufbeschlüsse der Mitglieder“) falls die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft weniger oder gleich fünfundzwanzig (25) ist, angenommen.

(ii) Wenn Beschlüsse im Wege von Umlaufbeschlüssen der Gesellschaft anzunehmen sind, wird der Text der Beschlüsse in Übereinstimmung mit der Satzung an alle Gesellschafter gesendet. In solch einem Fall gibt jeder Gesellschafter Mitglied seine Stimme schriftlich ab. Wenn die Beschlüsse angenommen sind, dann sind Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter rechtsgültig und verbindlich, so als ob sie bei einer ordnungsgemäß einberufenen und abgehaltenen Generalversammlung angenommen worden wären, und sie tragen das Datum der letzten Unterschrift.

(iii) Jeder Anteil berechtigt zu einer (1) Stimme.

11.2. Einberufungen, Beschlussfähigkeit, Mehrheit und Abstimmungsverfahren

(i) Die Gesellschafter werden zu Generalversammlungen einberufen oder schriftlich konsultiert auf Initiative eines Geschäftsführers oder Gesellschafters, der mehr als eine Hälfte (1/2) des Gesellschaftskapitals vertritt.

(ii) Eine schriftliche Einberufung jeder Generalversammlung wird an alle Gesellschafter mindestens acht (8) Kalendertage vor dem Versammlungsdatum verschickt, ausgenommen in Notfällen, deren Art und Umstände in der Einberufung der Sitzung festgelegt sind.

(iii) Generalversammlungen werden an den Orten und zu den Zeiten abgehalten, die in den Einberufungen spezifiziert sind.

(iv) Wenn alle Gesellschafter zugegen oder vertreten sind und sich als ordnungsgemäß geladen und über die Tagesordnung der Versammlung informiert erachten, kann die Generalversammlung ohne vorherige Einberufung abgehalten werden.

(v) Ein Mitglied kann einer anderen Person eine Vollmacht geben, unabhängig davon, ob diese Person ein Gesellschafter ist oder nicht, um sich bei einer Generalversammlung vertreten zu lassen.

(vi) Beschlüsse, die auf Generalversammlungen oder im Wege eines Umlaufbeschlusses der Gesellschafter anzunehmen sind, werden von Gesellschaftern verabschiedet, die mehr als die Hälfte (1/2) des Gesellschaftskapitals besitzen. Wenn diese Mehrheit bei der ersten Generalversammlung oder der ersten schriftlichen Konsultation nicht erreicht wird, werden die Gesellschafter per Einschreiben zu einer zweiten Generalversammlung einberufen oder ein zweites Mal konsultiert, und die Beschlüsse werden bei der Generalversammlung oder durch Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter von der Mehrheit der abgegebenen Stimmen verabschiedet, unabhängig vom Anteil des Gesellschaftskapitals, den diese vertreten.

(vii) Die Satzung wird geändert mit der Zustimmung einer (zahlenmäßigen) Mehrheit der Gesellschafter, die mindestens dreiviertel (3/4) des Gesellschaftskapitals besitzen. Änderungen der Satzung der Gesellschaft bedürfen der Genehmigung des Verwahrers.

(viii) Jede Änderung der Nationalität der Gesellschaft und jede Erhöhung der Verpflichtungen eines Gesellschafters der Gesellschaft erfordern die Einstimmigkeit der Gesellschafter.

Art. 12. Alleiniger Gesellschafter.

12.1. Wenn die Anzahl der Gesellschafter auf eins (1) reduziert ist, übt der alleinige Gesellschafter alle Befugnisse aus, die ihm per Gesetz durch die Generalversammlung eingeräumt wurden.

12.2. Jede Bezugnahme in der Satzung auf die Gesellschafter und die Generalversammlung oder auf Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter ist als Bezugnahme auf diesen alleinigen Gesellschafter oder die Beschlüsse des zuletzt genannten zu lesen, soweit angebracht.

12.3. (vi) Die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafter werden in Protokollen aufgezeichnet oder schriftlich abgefasst.

V. Jahresabschlüsse - Zuweisung von Gewinnen - Überwachung

Art. 13. Finanzjahr und Genehmigung von Jahresabschlüssen.

13.1. Das Finanzjahr beginnt am ersten (1.) Juli jeden Jahres und endet am dreißigsten (30.) Juni des Folgejahres.

13.2. Der Vorstand erstellt jedes Jahr die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung sowie ein Inventar, das den Wert der Aktiva und Passiva der Gesellschaft angibt, mit einem Anhang, der die Verpflichtungen des Unternehmens und die Schulden des/der Geschäftsführer/s und der Gesellschafter gegenüber der Gesellschaft zusammenfasst.

13.3. Jeder Gesellschafter darf das Inventar und die Bilanz am eingetragenen Sitz überprüfen.

13.4. Die Bilanz und die Gewinn- und Verlustrechnung werden bei der jährlichen Generalversammlung oder im Wege des Umlaufbeschlusses der Gesellschafter innerhalb von sechs (6) Monaten nach dem Ende des Finanzjahrs genehmigt.

13.5. Falls die Anzahl der Gesellschafter der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) übersteigt, ist die jährliche Generalversammlung jedes Jahr am dritten Dienstag im Juni um 15:00 Uhr am eingetragenen Sitz der Gesellschaft abzuhalten. Falls dieser kein Tag sein sollte, an dem Banken für den allgemeinen Geschäftsverkehr in der Stadt Luxemburg geöffnet sind (d.h. ein „Werktag“), dann ist diese am darauf folgenden Geschäftstag zur selben Zeit und am selben Ort abzuhalten.

Art. 14. Abschlussprüfer - unabhängige/r Wirtschaftsprüfer.

14.1. Falls die Anzahl der Mitglieder der Gesellschaft fünfundzwanzig (25) übersteigt, ist die Überwachung der Gesellschaft einem oder mehreren Abschlussprüfer(n) (commissaire(s)) anzuvertrauen, welche(r) Gesellschafter sein können aber nicht müssen.

14.2. Die Geschäftstätigkeit der Gesellschaft wird von einem oder mehreren unabhängigen Wirtschaftsprüfer(n) (réviseur(s) d'entreprises) überwacht, wenn dies gesetzlich vorgeschrieben ist.

14.3. Die Gesellschafter ernennen den Abschlussprüfer (commissaire), falls anwendbar und den unabhängigen Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises), falls anwendbar, und bestimmen deren Anzahl, Entlohnung und die Amtsdauer, die sechs (6) Jahre nicht überschreiten darf. Der Abschlussprüfer (commissaire) und der unabhängige Wirtschaftsprüfer (réviseur d'entreprises) können wieder ernannt werden.

14.4. Die Gesellschaft Unternehmen stellt HANSAINVEST und dem Verwahrer monatliche Vermögensaufstellungen zur Verfügung, die den in § 249 Abs. 2 und 3 KAGB definierten Anforderungen entsprechen. Die Aktionäre erhalten jährliche Jahresabschlüsse an jedem Abschlussstichtag. Der Jahresabschluss ist von einem Wirtschaftsprüfer zu überprüfen und mit einem Bestätigungsvermerk des Wirtschaftsprüfers zu versehen.

Art. 15. Zuweisung von Gewinnen.

15.1. Aus den jährlichen Nettogewinnen der Gesellschaft werden fünf Prozent (5%) der gesetzlich vorgeschriebenen Rückstellung zugeführt. Diese Zuweisung ist nicht länger erforderlich, wenn die gesetzlichen Rücklagen einen Betrag erreichen, der zehn Prozent (10%) des Stammkapitals entspricht.

15.2. Die Gesellschafter entscheiden, wie über den Saldo der Jahresnettogewinne verfügt wird. Sie können diesen der Auszahlung von Dividenden zuweisen, ihn auf ein Rücklagenkonto überweisen oder ihn vortragen.

Alle Ausschüttungen sind in der folgenden Reihenfolge vorzunehmen:

- die Halter von Klasse-A-Anteilen sind berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Sechzig Prozent (0,60%) des Nennwerts der Klasse-A-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-B-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Fünfundfünfzig Prozent (0,55%) des Nennwerts der Klasse-B-Anteile, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-C-Anteile berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma fünfzig Prozent (0,50%) des Nennwerts der Klasse-C-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-D-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Fünfundvierzig Prozent (0,45%) des Nennwerts der Klasse-D-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-E-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Vierzig Prozent (0,40%) des Nennwerts der Klasse-E-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-F-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Fünfunddreißig Prozent (0,35%) des Nennwerts der Klasse-F-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-G-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Dreißig Prozent (0,30%) des Nennwerts der Klasse-G-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-H-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Fünfundzwanzig Prozent (0,25%) des Nennwerts der Klasse-H-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,
- sind die Halter von Klasse-I-Anteilen berechtigt, Dividendenausschüttungen für dieses Jahr in Höhe von Null Komma Zwanzig Prozent (0,20%) des Nennwerts der Klasse-I-Anteilen, die von Ihnen gehalten werden, zu erhalten, dann,

- Ist der Saldo des gesamten ausgeschütteten Betrags in der Gesamtheit den Haltern der letzten Klasse in der umgekehrten alphabetischen Reihenfolge zuzuweisen (d.h. zuerst Klasse-J-Anteile, dann, wenn keine Klasse-J-Anteile vorhanden sind, Klasse-I-Anteile und so weiter bis nur noch Klasse-A-Anteile vorhanden sind).

Sollte die ganze letzte ausstehende Anteilsklasse zum Zeitpunkt der Ausschüttung (nach umgekehrter alphabetischer Reihenfolge, z.B. Klasse-J-Anteile) infolge von Rücknahme annulliert, zurückgekauft oder anderweitig aufgehoben worden sein, dann wird der Rest einer Dividendenausschüttung der vorangegangenen letzten ausstehenden Anteilsklasse in umgekehrter alphabetischer Reihenfolge (z.B. Klasse-I-Anteile wenn Klasse-J-Anteile annulliert worden sind), zugewiesen.

15.3. Zwischendividenden können jederzeit unter den folgenden Voraussetzungen ausgeschüttet werden:

- (i) Der Vorstand erstellt Zwischenabschlüsse;
- (ii) diese Zwischenabschlüsse weisen aus, dass ausreichend Gewinne und andere verfügbare Rückstellungen (einschließlich Agio) für die Ausschüttung verfügbar sind; und
- (iii) die Entscheidung, Zwischendividenden auszuschütten muss vom Vorstand innerhalb von zwei (2) Monaten nach dem Datum der Zwischenabschlüsse getroffen werden.

VI. Auflösung - Liquidation

Art. 16.

16.1. Die Gesellschaft kann jederzeit durch einen Beschluss von Gesellschaftern aufgelöst werden, wenn der Beschluss von einer Hälfte (1/2) der Gesellschafter, die dreiviertel (3/4) des Gesellschaftskapitals halten, angenommen wird. Die Gesellschafter ernennen einen oder mehrere Liquidatoren, die nicht Gesellschafter sein müssen, um die Liquidation abzuwickeln und bestimmen deren Anzahl, Befugnisse und die Entlohnung. Wenn von den Gesellschaftern nichts anderes entschieden wird, haben die Liquidatoren die weitest gehenden Befugnisse, die Aktiva zu verwerten und die Verbindlichkeiten der Gesellschaft zu bezahlen.

16.2. Nach Bezahlung aller Schulden und aller Belastungen der Gesellschaft und der Kosten der Liquidation, werden die Netto-Liquidationsgewinne an die Gesellschafter ausgeschüttet in Übereinstimmung mit den Ausschüttungsregeln um wirtschaftlich betrachtet dasselbe Resultat wie die Ausschüttungsregeln, die für die Ausschüttung von Dividenden festgelegt worden sind, zu erreichen.

VII. Allgemeine Bestimmungen

Art. 17.

17.1. Jegliche Mitteilungen und Kommunikationen oder deren Verzicht, die Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführer sowie die Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter können schriftlich, per Fax, E-Mail über andere elektronischen Kommunikationsmedien ergehen.

17.2. Vollmachten werden über eines der oben beschriebenen Kommunikationsmittel gewährt. Vollmachten in Zusammenhang mit Vorstandssitzungen können auch von einem Geschäftsführer in Übereinstimmung mit diesen Bedingungen, die der Vorstand annehmen kann, gewährt werden.

17.3. Unterschriften können handschriftlich oder in elektronischer Form erfolgen, vorausgesetzt, dass sie alle rechtlichen Anforderungen erfüllen und als den handschriftlichen Unterschriften gleichwertig anerkannt werden. Unterschriften der Umlaufbeschlüsse der Geschäftsführer oder der Umlaufbeschlüsse der Gesellschafter, je nachdem wie der Fall liegt, werden auf einem Original oder auf mehreren Gegenstücken desselben Dokuments angebracht, wobei alle zusammen ein und dasselbe Dokument darstellen.

17.4. Alle Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich in der Satzung geregelt sind, werden per Gesetz bestimmt sowie den Verträgen welche von den Gesellschaftern von Zeit zu Zeit eingegangen werden können, sofern diese nicht zwingendem gesetzlichen Bestimmungen widersprechen.“

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, s'élève approximativement à la somme de cinq mille quatre cents euros € 5.400).

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais et français, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte au mandataire de la partie comparante, agissant comme dit ci-avant, connu du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, ledit mandataire a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: G. STEVENS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 15 mars 2016. 2LAC/2016/5624. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 17 mars 2016.

Référence de publication: 2016081318/1134.

(160047964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 18 mars 2016.

DIE BRILLE Hörzentrum Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6793 Grevenmacher, 7-9, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 204.749.

—
STATUTEN

Im Jahre zweitausendsechzehn.

Den vierzehnten März.

Vor dem unterzeichneten Notar Jacques CASTEL, mit dem Amtswohnsitz zu Grevenmacher.

Ist erschienen:

- Die Gesellschaft mit beschränkter Haftung «DIE BRILLE S.à r.l.», mit Sitz in L-6735 Grevenmacher, 5-7, rue de Trèves, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 94.005,

hier vertreten durch:

- Herrn Philipp BREUER, Augenoptikermeister, wohnhaft zu D-54296 Trier, Eugenstraße 31,

handelnd in seiner Eigenschaft als administrativer und technischer Geschäftsführer und auf Grund eines Gesellschafterbeschlusses vom 20. Juni 2008, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Nummer 518 vom 10. März 2009.

Welche Komparentin, vertreten wie vorgangs erwähnt, den unterzeichneten Notar ersucht die Satzungen einer von ihr zu gründenden Gesellschaft mit beschränkter Haftung wie folgt zu beurkunden:

Art. 1. Gesellschaftsform. Die Komparentin gründet eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) nach luxemburgischem Recht, dem sie den nachstehenden Gesellschaftsvertrag sowie die diesbezügliche Gesetzgebung zu Grunde legt.

Die Gesellschaft begreift anfangs einen alleinigen Gesellschafter der Inhaber der gesamten Gesellschaftsanteile ist; die Gesellschaft kann zu jeder Zeit mehrere Gesellschafter begreifen auf Grund von Gesellschaftsanteilsabtretungen oder Schaffung von neuen Gesellschaftsanteilen, um dann wieder zur Einmanngesellschaft zu werden durch Vereinigung aller Gesellschaftsanteile in einer Hand.

Art. 2. Gegenstand. Die Gesellschaft hat zum Zweck das Betreiben eines Hörzentrums für Hörgeräteakustik und Hörsysteme. Die Tätigkeit begreift insbesondere die Beratung, den Verkauf, die Anpassung, den Service und die Reparatur betreffend Hörgeräte und Zubehör.

Die Gesellschaft kann sämtliche Geschäfte industrieller, kaufmännischer, finanzieller, mobiliarer und immobilärer Natur tätigen, die mittelbar oder unmittelbar mit dem Hauptzweck in Zusammenhang stehen oder zur Erreichung und Förderung des Hauptzweckes der Gesellschaft dienlich sein können.

Die Gesellschaft kann sich an in- und ausländischen Unternehmen, unter irgendwelcher Form beteiligen, falls diese Unternehmen einen Zweck verfolgen der demjenigen der Gesellschaft ähnlich ist oder wenn eine solche Beteiligung zur Förderung oder zur Ausdehnung des eigenen Gesellschaftszweckes nützlich sein kann.

Die Gesellschaft ist berechtigt, diese Tätigkeiten, sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland auszuführen.

Art. 3. Bezeichnung. Die Gesellschaftsbezeichnung lautet: „DIE BRILLE Hörzentrum Sàrl“.

Art. 4. Dauer. Die Gesellschaft wird auf unbestimmte Dauer gegründet.

Art. 5. Sitz. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Grevenmacher.

Er kann durch einfachen Beschluss der alleinigen Gesellschafterin oder der Gesellschafter, je nach Fall, an jeden anderen Ort Luxemburg verlegt werden.

Die Gesellschaft ist ermächtigt im Inland und im Ausland Zweigniederlassungen und Verkaufsbüros zu eröffnen.

Art. 6. Gesellschaftskapital. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausend fünfhundert Euro (12.500.- €) und ist eingeteilt in einhundert (100) Gesellschaftsanteile von je einhundertfünfundsanzig Euro (125.- €) pro Anteil.

Alle Anteile wurden voll gezeichnet und vollständig und in bar eingezahlt von der alleinigen Gesellschafterin, der Gesellschaft mit beschränkter Haftung «DIE BRILLE S.à r.l.», vorgenannt, deren alle einhundert (100) Gesellschaftsanteile

zugeteilt wurden, so dass die Summe von zwölftausend fünfhundert Euro (12.500.- €) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, wie dies dem amtierenden Notar nachgewiesen wurde und von diesem ausdrücklich bestätigt wird.

Art. 7. Änderung des Gesellschaftskapitals. Das Gesellschaftskapital kann zu jeder Zeit, durch Beschluss des alleinigen Gesellschafters oder durch einstimmigen Beschluss der Gesellschafter, je nach Fall, abgeändert werden.

Art. 8. Rechte und Pflichten der Gesellschafter. Jeder Gesellschaftsanteil gibt das gleiche Recht.

Jeder Gesellschaftsanteil gibt Recht auf eine Stimme bei allen Abstimmungen.

Falls die Gesellschaft einen alleinigen Gesellschafter zählt, so hat dieser alle Rechte und Befugnisse die die Gesellschafter auf Grund des Gesetzes und der gegenwärtigen Statuten haben.

Es ist einem jeden Gesellschafter sowie seinen Gläubigern und Rechtsnachfolgern untersagt Siegel auf die Gesellschaftsgüter auflegen zu lassen oder ein gerichtliches Inventar derselben zu erstellen oder irgendwelche Maßnahmen zu ergreifen welche die Tätigkeit der Gesellschaft beeinträchtigen könnten.

Art. 9. Unteilbarkeit der Gesellschaftsanteile. Die Gesellschaftsanteile sind unteilbar gegenüber der Gesellschaft die nur einen einzigen Eigentümer für einen jeden Anteil anerkennt.

Ist der Anteil eines Gesellschafters auf Grund gesetzlicher oder testamentarischer Erbfolge einer Mehrheit von Erben zugefallen, so haben die Erben spätestens sechs Wochen nach Annahme der Erbschaft eine gemeinsame Erklärung darüber abzugeben, wer von ihnen in Zukunft, während der Unzerteiltheit, das Stimmrecht für den gesamten Anteil ausüben wird.

Wenn die Nutznießung und das bloße Eigentum eines Anteils zwei verschiedenen Personen gehören, so wird das Stimmrecht durch den Nutznießer ausgeübt.

Art. 10. Übertragung der Anteile.

1. Übertragung im Falle eines alleinigen Gesellschafters.

Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen ist frei.

2. Übertragung im Falle von mehreren Gesellschaftern.

Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen unter Gesellschaftern ist frei.

Für die Übertragung von Gesellschaftsanteilen an Dritte, sei es unter Lebenden, sei es infolge Sterbefalls, ist immer die Einstimmigkeit aller Gesellschafter erforderlich; geschieht die Übertragung der Gesellschaftsanteile jedoch im Sterbefall an die Nachkommen in direkter Linie oder an den überlebenden Ehepartner, ist die Zustimmung der anderen Gesellschafter nicht erforderlich.

Im Falle wo die Übertragung der Gesellschaftsanteile der Zustimmung der anderen Gesellschafter unterliegt, steht diesen ein Vorkaufsrecht auf die abzutretenden Gesellschaftsanteile zu, im Verhältnis ihrer bisherigen Gesellschaftsanteile. Falls das Vorkaufsrecht ausgeübt wird, aber keine Einigung über den Verkaufspreis der Gesellschaftsanteile erzielt wird, berechnet sich der Verkaufspreis auf Grund der Durchschnittsbilanz der drei letzten vorangegangenen Geschäftsjahren und, sollte die Gesellschaft noch keine drei Jahre existieren, auf Grund der Bilanz des letzten vorangegangenen oder der zwei letzten vorangegangenen Geschäftsjahren.

Art. 11. Tod, Entmündigung, Konkurs des Gesellschafters. Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod, noch die Entmündigung, den Konkurs oder die Zahlungsunfähigkeit des alleinigen Gesellschafters oder eines der Gesellschafter.

Art. 12. Geschäftsführung. Die Gesellschaft wird durch einen oder mehrere Geschäftsführer geleitet und verwaltet. Der oder die Geschäftsführer können Gesellschafter oder Nichtgesellschafter sein.

Der oder die Geschäftsführer haben die ausgedehnten Befugnisse im Namen und für Rechnung der Gesellschaft zu handeln, einschließlich das Verfügungsrecht, sowie das Recht die Gesellschaft gerichtlich oder außergerichtlich zu vertreten.

Der oder die Geschäftsführer werden auf befristete oder unbefristete Dauer ernannt, sei es auf Grund der Satzung, sei es durch die alleinige Gesellschafterin oder die Gesellschafterversammlung.

In letzterem Falle setzt die alleinige Gesellschafterin oder die Gesellschafterversammlung, bei der Ernennung des oder der Geschäftsführer, ihre Zahl und die Dauer ihres Mandates fest; bei der Ernennung mehrerer Geschäftsführer werden ebenfalls ihre Befugnisse festgelegt.

Die alleinige Gesellschafterin oder die Gesellschafterversammlung kann die Abberufung der Geschäftsführer beschließen. Die Abberufung kann geschehen nicht nur für rechtmäßig begründete Ursachen, sondern ist dem souveränen Ermessen des alleinigen Gesellschafters oder der Gesellschafterversammlung überlassen.

Der Geschäftsführer kann für seine Tätigkeit durch ein Gehalt entlohnt werden, das durch den alleinigen Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung festgesetzt wird.

Art. 13. Die Gesellschaft erlischt weder durch den Tod noch das Ausscheiden des Geschäftsführers, ob er Gesellschafter oder Nichtgesellschafter ist.

Es ist den Gläubigern, Erben und Rechtsnachfolgern des Geschäftsführers untersagt, Siegel auf die Gesellschaftsgüter auflegen zu lassen oder zum Inventar derselben zu schreiben.

Art. 14. Als einfache Mandatare gehen der oder die Geschäftsführer durch ihre Funktionen keine persönlichen Verpflichtungen bezüglich der Verbindlichkeiten der Gesellschaft ein. Sie sind nur für die ordnungsgemäße Ausführung ihres Mandates verantwortlich.

Art. 15. Gesellschafterbeschlüsse.

1. Wenn die Gesellschaft nur einen Gesellschafter begreift, so hat dieser alleinige Gesellschafter alle Befugnisse die das Gesetz der Gesellschafterversammlung gibt. Die Beschlüsse des alleinigen Gesellschafters werden in ein Protokollbuch eingetragen oder schriftlich niedergelegt.

2. Wenn die Gesellschaft mehrere Gesellschafter begreift, so sind die Beschlüsse der Gesellschafterversammlung nur rechtswirksam wenn sie von den Gesellschaftern die mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, angenommen werden, es sei denn die gegenwärtige Satzung oder das Gesetz würden anders bestimmen.

3. Für Statutenänderungen sind die in Artikel 199 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften festgelegten Mehrheiten erforderlich.

4. Jeder Gesellschafter hat so viel Stimmen wie er Gesellschaftsanteile besitzt.

Art. 16. Geschäftsjahr. Das Geschäftsjahr beginnt am ersten Januar und endet am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 17. Inventar- Bilanz. Am einunddreißigsten Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und die Geschäftsführer erstellen den Jahresabschluss in Form einer Bilanz nebst Gewinn- und Verlustrechnung. Der nach Abzug der Kosten, Abschreibungen und sonstigen Lasten verbleibende Betrag stellt den Nettogewinn dar. Fünf (5%) Prozent des Reingewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt bis diese zehn Prozent des Stammkapitals erreicht hat. Der verbleibende Gewinn steht dem alleinigen Gesellschafter oder den Gesellschaftern zur freien Verwendung.

Art. 18. Auflösung-Liquidation. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Liquidation von einem oder mehreren, von der Gesellschafterversammlung ernannten Liquidatoren, die keine Gesellschafter sein müssen, durchgeführt. Der alleinige Gesellschafter oder die Gesellschafterversammlung legt deren Befugnisse und Bezüge fest.

Art. 19. Schlussbestimmung. Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, verweisen die Komparenten auf die gesetzlichen Bestimmungen des Gesetzes über die Handelsgesellschaften.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt heute und endet am 31. Dezember 2016.

Feststellung

Der unterzeichnete Notar hat festgestellt, dass die Bedingungen von Artikel 183 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften erfüllt sind.

Schätzungen der Gründerkosten

Die Kosten und Honorare der gegenwärtigen Urkunde sind zu Lasten der Gesellschaft.

Gesellschafterversammlung

Sodann erklärt die alleinige Gesellschafterin, die Gesellschaft mit beschränkter Haftung «DIE BRILLE S.à r.l.», vorgeannt und vertreten wie vorgangs erwähnt, handelnd an Stelle einer ausserordentlichen Gesellschafterversammlung, folgende Beschlüsse zu nehmen:

- 1) Der Sitz der Gesellschaft wird in L-6793 Grevenmacher, 5-9, r. de Trèves festgesetzt.
- 2) Die vorgenannte Gesellschafterin ernennt, auf unbestimmte Dauer, zum technischen Geschäftsführer der Gesellschaft mit beschränkter Haftung «DIE BRILLE Hörzentrum Sàrl», namentlich:
 - Herrn Peter PEIFER, Hörgeräteakustikermeister, wohnhaft in D-54296 Trier, An der Härenwies 43.
- 3) Die vorgenannte Gesellschafterin ernennt, auf unbestimmte Dauer, zum administrativen Geschäftsführer der Gesellschaft mit beschränkter Haftung «DIE BRILLE Hörzentrum Sàrl», namentlich:
 - Herrn Philipp BREUER, Augenoptikermeister, wohnhaft zu D-54296 Trier, Eugenstraße 31.
- 4) Die Gesellschaft wird in allen Fällen rechtsverbindlich durch die gemeinsame Unterschrift der beiden Geschäftsführer verpflichtet.

Vor Abschluss der gegenwärtigen Urkunde hat der unterzeichnete Notar auf die Notwendigkeit hingewiesen die administrative Genehmigung zu erhalten zwecks Ausübung des Gesellschaftsgegenstandes.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen wurde zu Grevenmacher, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung an den dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannten Komparenten, hat deselbe mit Uns Notar gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Ph. Breuer und J. Castel.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 15 mars 2016. Relation: GAC/2016/2106. Reçu soixante-quinze euros 75,00.- €

Le Receveur ff. (signé): Bentner.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung auf dem Handels- und Gesellschaftsregister sowie zwecks Veröffentlichung im Mémorial.

Grevenmacher, den 18. März 2016.

J. Castel

Der Notar

Référence de publication: 2016081911/162.

(160048471) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Metelco S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.

R.C.S. Luxembourg B 66.451.

Im Jahre zweitausendsechszehn, am elften März.

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxembourg, (Großherzogtum Luxemburg);

Wird eine außerordentliche Generalversammlung der Aktionäre (die "Versammlung") der Aktiengesellschaft "METELCO S.A.", (die "Gesellschaft"), mit Sitz in L-1449 Luxembourg, 18, Rue de l'Eau, eingetragen im Handels- und Firmenregister, Sektion B, unter der Nummer 66451, gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Alphone LENTZ, damals mit dem Amtssitz in Remich, am 6. Oktober 1998, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, Nummer 889 vom 9. Dezember 1998, abgehalten.

Die Versammlung wird unter dem Vorsitz von Frau Catherine BEERENS, Privatbeamtin, beruflich ansässig in Howald eröffnet (der Vorsitzende).

Der Vorsitzende bestellt Frau Géraldine YERNAUX, Privatbeamtin, beruflich ansässig in Howald, zum Schriftführerin.

Die Versammlung wählt zum Stimmenzählerin Frau Vanessa TIMMERMANS, Privatbeamtin, beruflich ansässig in Howald.

Der Vorstand der Versammlung ist damit bestimmt und der Vorsitzende erklärt und ersucht den Notar folgendes zu beurkunden:

A) Dass die Tagesordnung der Versammlung wie folgt lautet:

Tagesordnung

1. Verlegung, rückwirkend zum 1. Januar 2016, des Gesellschaftsitzes nach L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen.
2. Dementsprechende Abänderung der Statuten.
3. Verschiedenes

B) Dass die anwesenden oder vertretenden Aktionäre, sowie die Anzahl der von ihnen gehaltenen Aktien, in einer Anwesenheitsliste vermerkt werden; diese Anwesenheitsliste wird von den anwesenden Gesellschaftern, den Bevollmächtigten der vertretenen Gesellschafter, den Mitgliedern des Vorstands der Versammlung und dem unterzeichneten Notar unterzeichnet.

C) Dass die Vollmachten der vertretenen Gesellschafter, von den Mitgliedern des Vorstands der Versammlung und dem unterzeichneten Notar "ne varietur" unterzeichnet, dieser Urkunde beigegeben werden, um mit derselben einregistriert zu werden.

D) Dass das gesamte Gesellschaftskapital anwesend oder vertreten ist und dass alle anwesenden oder vertretenen Gesellschafter erklären, eine entsprechende Einberufung erhalten zu haben und dass sie vor Versammlungsdatum über die Tagesordnung verfügen konnten.

Keine weiteren Einberufungsmittelungen waren erforderlich.

E) Dass diese Versammlung, welche das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, ordnungsgemäß einberufen wurde und dass rechtsgültige Beschlüsse über alle in der Tagesordnung angegebenen Themen gefasst werden können.

Alsdann hat die Versammlung, nach Beratung, einstimmig folgenden Beschluss gefasst:

Alleiniger Beschluss

Die Versammlung beschließt, den Sitz der Gesellschaft rückwirkend auf den 1. Januar 2016 nach L-2370 Howald, 4, rue Peternelchen zu verlegen und Artikel 1, dritten Satz der Statuten, wie folgt zu abzuändern:

„ **Art. 1. Dritter Satz.** Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Hesperange.“

Da keine weiteren Punkte auf der Tagesordnung standen, hat der Vorsitzende darauf die Versammlung geschlossen.

WORÜBER, die vorliegende notarielle Urkunde in Luxemburg, an dem oben angegebenen Tag, erstellt wurde.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an die Komparenten, dem instrumentierenden Notar nach Vor- und Zunamen, Personenstand und Wohnort bekannt, haben die besagten Komparenten zusammen mit Uns dem Notar, gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Signé: C. BEERENS, G. YERNAUX, V. TIMMERMANS, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 15 mars 2016. 2LAC/2016/5620. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 17 mars 2016.

Référence de publication: 2016082179/54.

(160048466) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Verveine Holdings SC, Société Civile.

Capital social: EUR 34.805.610,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 46A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg E 5.807.

L'an deux mille seize, le dixième jour du mois de mars.

Pardevant Maître Edouard DELOSCH, notaire de résidence à Luxembourg.

ONT COMPARU:

M. Patrice Michaël MOYAL de nationalité française, né le 14 mai 1969 à Antony, France, demeurant à 36 Middle Road, 2196 Morningside, Afrique du Sud, titulaire du Passeport No. 13AD79101, et

Mme. Karen Ellana MOYAL de nationalité sud-africaine, née le 20 novembre 1968, demeurant à 36 Middle Road, 2196 Morningside, Afrique du Sud, titulaire du Passeport No. M00140626 (les Associés),

ici représentés par Paulina Pirochova, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg (le Mandataire), en vertu de procurations sous seing privé, datée du 9 mars 2016.

Lesdites procurations resteront, après avoir été signée "ne varietur" par la Mandataire des parties comparantes et le notaire instrumentant, annexées aux présentes pour être formalisées avec elles.

Lesquelles comparantes, représentées comme dit ci-avant, ont requises le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

- Qu'ils sont les associés de la société Verveine Holdings SC, une société civile, ayant son siège social au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée par acte notarié en date du 14 décembre 2015, enregistré au registre de commerce et des sociétés sous le numéro E 5807, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations en date du 25 Février 2016 sous le numéro 573 (la Société).

- Que le capital social de la Société s'élève à trois mille euros (EUR 3.000,-) représenté par cent (100) parts sociales d'une valeur nominale de trente euros (EUR 30,-) chacune.

- Que l'ordre du jour est le suivant:

1. Renonciation aux formalités de convocation.

2. Augmentation du capital social de la Société de trente-quatre millions huit cent deux mille six cent dix euros (EUR 34.802.610,-) de manière de le porter de son montant actuel de trois mille euros (EUR 3.000,-) à trente-quatre millions huit cent cinq mille six cent dix euros (EUR 34.805.610,-) par l'émission d'un million cent soixante mille quatre-vingt-sept (1.160.087) nouvelles parts sociales d'une valeur nominale de trente euros (EUR 30,-) chacune et comprenant les mêmes droits et obligations que les parts sociales existantes (les Nouvelles Parts Sociales) moyennant (i) un apport en nature représenté par les parts sociales détenues dans Investment Expert Investor II SICAV -SIF, une société d'investissement à capital variable, ayant son siège social au 5, Rue Jean Monnet, Luxembourg, enregistré au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 184.205 (le SIF) et correspondant à la valeur de trente-quatre millions six cent soixante-dix-huit mille huit cent soixante-quatre euros (EUR 34.678.864,-) (les Parts Sociales SIF) et (ii) moyennant un apport en numéraire d'un montant de cent vingt-trois mille sept cent quarante-six euros (EUR 123.746,-).

3. Approbation de la souscription des Nouvelles Parts Sociales moyennant un apport en nature et un apport en numéraire.

4. Modification de l'article 5 des statuts de la Société afin d'y refléter l'augmentation de capital social de la Société à la suite de l'émission des Nouvelles Parts Sociales.

5. Divers.

- Qu'ils ont pris les résolutions suivantes:

Première résolution

Les Associés décident de renoncer aux formalités de convocation et confirment qu'ils se considèrent comme dûment convoqués. Les Associés déclarent qu'ils ont eu parfaitement connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Deuxième résolution

Les Associés décident d'augmenter le capital social de la Société à concurrence d'un montant trente-quatre millions huit cent deux mille six cent dix euros (EUR 34.802.610,-), afin de le porter de son montant actuel de trois mille euros (EUR 3.000,-) représenté comme mentionné ci-dessus à trente-quatre millions huit cent cinq mille six cent dix euros (EUR 34.805.610,-) par l'émission d'un million cent soixante mille quatre-vingt-sept (1.160.087) Nouvelles Parts Sociales moyennant (i) un apport en nature représenté par les Parts Sociales SIF et (ii) moyennant un apport en espèce d'un montant de cent vingt-trois mille sept cent quarante-six euros (EUR 123.746,-).

Troisième résolution

Souscription - Libération

Les Associés déclarent souscrire de la façon suivante:

(i) M. Patrice Michaël MOYAL, prénommé et représenté comme mentionné ci-avant, souscrit à un million cent soixante mille quatre-vingt-sept (1.160.087) Nouvelles Parts Sociales et libère intégralement ces parts sociales souscrites d'un montant total de trente-quatre millions huit cent deux mille six cent dix euros (EUR 34.802.610,-) par (i) un apport en nature consistant en parts sociales détenus dans Investment Expert Investor II SICAV - SIF, une société d'investissement à capital variable, ayant son siège social au 5, Rue Jean Monnet, Luxembourg, enregistré au registre de commerce et des sociétés sous le numéro B 184.205 pour un montant de trente-quatre millions six cent soixante-dix-huit mille huit cent soixante-quatre euros (EUR 34.678.864,-) (ii) par un apport en numéraire d'un montant de cent vingt-trois mille sept cent quarante-six euros (EUR 123.746,-).

(ii) Le montant de cent vingt-trois mille sept cent quarante-six euros (EUR 123.746,-) correspondant à l'apport en numéraire a été à partir de ce moment mis à la disposition de la Société, le notaire soussigné en ayant obtenu la preuve.

(iii) L'apport en nature représente un montant total de trente-quatre millions six cent soixante-dix-huit mille huit cent soixante-quatre euros (EUR 34.678.864,-).

(iv) La preuve par le Souscripteur de la propriété de l'apport en nature a été rapportée au notaire soussigné.

(v) Les Souscripteurs ont déclaré encore que l'apport en nature est libre de tout privilège ou gage et qu'il ne subsiste aucune restriction au libre transfert de l'Apport en Nature à la Société et que des instructions valables ont été données en vue d'effectuer toutes notifications, inscriptions ou autres formalités nécessaires pour effectuer un transfert valable de l'apport en nature à la Société.

(vi) Les Souscripteurs ont déclaré qu'un rapport a été établi par le gérant unique de la Société dans lequel l'apport en nature est décrit et évalué (le «Rapport»).

(vii) Les conclusions du Rapport sont les suivantes:

«La Société approuve que la valeur de Parts Sociales SIF représente au moins le montant de trente-quatre millions six cent soixante-dix-huit mille huit cent soixante-quatre euros (EUR 34.678.864,-) comme cela résulte du certificat de la banque de la Société en date du 4 mars 2016, basé sur le rapport d'évaluation émis par l'administrateur du SIF au 29 février 2016».

(viii) Le Rapport, qui après avoir été signé «ne varietur» par les Associés, tel que ci-dessus représentés, et le notaire soussigné, restera annexé au présent acte.

(ix) L'apport total, étant la somme de l'apport en numéraire et de l'apport en nature, représente un montant total de trente-quatre millions huit cent deux mille six cent dix euros (EUR 34.802.610,-).

Quatrième résolution

En conséquence de la résolution précédente, les Associés décident de modifier l'article 5 des statuts pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital.** Le capital social est fixé à trente-quatre millions huit cent cinq mille six cent dix euros (EUR 34.805.610,-), représenté par un million cent soixante mille cent quatre-vingt-sept (1.160.187) parts, d'une valeur nominale de trente euros (EUR 30,-) chacune,

Les parts ont été souscrites comme suit:

1. Monsieur Patrice Michaël MOYAL, prénommé, un million cent soixante mille cent quatre-vingt-six parts (1.160.186).

2. Madame Karen Ellana Moyal, prénommée, une part (1).

Total : un million cent soixante mille cent quatre-vingt-sept (1.160.187) parts.»

Plus rien n'étant prévu à l'ordre du jour, la séance est clôturée.

Frais

Les comparantes ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes à environ quatre mille trois cents euros (EUR 4.300,-).

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au Mandataire des comparantes, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom usuel, état et demeure, celui-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: P. PIROCHOVA, DELOSCH.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 2016. Relation: 1LAC/2016/ Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 18 mars 2016.

Référence de publication: 2016082373/108.

(160048279) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 21 mars 2016.

Arizona Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.

R.C.S. Luxembourg B 116.927.

—
EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale du 22 février 2016 que, le mandat des organes sociaux étant venu à échéance, ont été renommés:

a) administrateurs

- Monsieur Luke COMER, directeur de société, demeurant à MC - 98000 Monaco, 24, rue Grimaldi
- Monsieur Jérôme DOMANGE, directeur de société, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
- Madame Gabriele SCHNEIDER, directeur de sociétés, avec adresse professionnelle à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont,

b) commissaire aux comptes

- INTERCORP S.A., établie et ayant son siège social à L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont. jusqu'à l'issue de l'assemblée générale annuelle statutaire qui se tiendra en l'an 2021.

Luxembourg, le 22 février 2016.

POUR EXTRAIT CONFORME

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Signature

Référence de publication: 2016084640/23.

(160052165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 mars 2016.

Monceau Fleurs UK Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.

R.C.S. Luxembourg B 130.388.

Les comptes annuels au 31/12/2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016088533/10.

(160056744) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.

Monceau Fleurs UK Partners S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2543 Luxembourg, 30, Dernier Sol.

R.C.S. Luxembourg B 130.388.

Les comptes annuels au 31/12/2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016088534/10.

(160056745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 avril 2016.
